



Militantes, victimes, œuvrant pour la paix : les femmes dans le conflit anglophone au Cameroun

Rapport Afrique N°307 | 23 février 2022

Traduit de l'anglais

Headquarters

International Crisis Group

Avenue Louise 235 • 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38 • brussels@crisisgroup.org

Preventing War. Shaping Peace.

Table des matières

Synthèse	i
I. Introduction	1
II. Le point sur un conflit qui perdure	3
A. Les schémas de l'escalade d'un conflit.....	3
B. Une crise sociale et humanitaire.....	5
C. Les derniers efforts pour le dialogue et le rétablissement de la paix	9
III. Le rôle des femmes dans le conflit	12
A. Une base patriarcale	12
B. Les rebelles.....	14
C. Les femmes et l'activisme pacifique	16
IV. L'impact du conflit sur les femmes	22
A. L'impact des déplacements provoqués par le conflit	22
B. Impacts du conflit sur les moyens de subsistance.....	23
C. Conflits et violence basés sur le genre	25
V. Que faire aujourd'hui ?	28
A. Réduire les difficultés de déplacement	28
B. Atténuer l'impact de la violence basée sur le genre.....	29
C. Protéger l'espace démocratique pour les militants de la paix	30
D. Préparer la participation des femmes à un éventuel processus de paix.....	31
VI. Conclusion	33
ANNEXES	
A. Militantes, victimes, œuvrant pour la paix : les femmes dans le conflit anglophone au Cameroun	34
B. A propos de l'International Crisis Group	35
C. Rapports et briefings de Crisis Group sur l'Afrique depuis 2019	36
D. Conseil d'administration du Crisis Group.....	39

Principales conclusions

Que se passe-t-il ? Le conflit dans les régions anglophones du Cameroun s'est poursuivi en 2021. Les affrontements entre séparatistes et forces de sécurité ont déplacé des centaines de milliers de personnes, majoritairement des femmes et des enfants. Le rôle des femmes dans ce conflit et les préjudices qu'elles ont subis n'ont pas été suffisamment étudiés.

En quoi est-ce significatif ? Les femmes, divisées selon leurs appartenances politiques et géographiques, jouent un rôle actif dans le conflit. Beaucoup soutiennent la cause anglophone, certaines en combattant aux côtés des hommes, d'autres militent pour la paix. Trop peu est fait pour lutter contre les abus encore infligés aux femmes et aux filles.

Comment agir ? Les autorités devraient, avec le soutien des bailleurs, protéger davantage les femmes contre les violences sexuelles liées au conflit et répondre plus efficacement aux besoins des personnes déplacées. Le gouvernement et les responsables anglophones devraient inclure les femmes dans les efforts de résolution des conflits.

Synthèse

Le conflit anglophone au Cameroun, qui perdure depuis presque cinq ans, a eu des répercussions profondes et souvent dévastatrices pour les femmes vivant dans les régions touchées par le conflit. Déplacées, seules à élever leurs enfants, luttant pour gagner leur vie ou les trois à la fois, les femmes anglophones ont dû affronter un environnement hostile et des violences sexuelles généralisées. Certaines ont rejoint l'insurrection, motivées par des convictions politiques, la colère ou le désespoir. D'autres ont rejoint les mouvements soutenant la cause des femmes ou la paix. Mais le gouvernement et les séparatistes qui s'opposent au pouvoir central ont largement ignoré les femmes et leurs préoccupations. Le gouvernement et les bailleurs de fonds doivent prendre des mesures urgentes pour atténuer l'impact du conflit sur les femmes et les enfants déplacés, qui ont pour beaucoup perdu leurs papiers d'identité ou leurs moyens de subsistance. Le gouvernement et les séparatistes devraient également offrir un espace démocratique aux associations de femmes qui souhaitent militer pour la paix à l'abri des représailles. Bien qu'aucun processus de paix n'existe à l'heure actuelle, les bailleurs devraient commencer dès à présent à s'organiser pour inclure les femmes militantes, tout particulièrement celles qui sont influentes dans les zones rurales, dans les pourparlers lorsqu'ils débiteront.

Le conflit anglophone au Cameroun remonte à 2017, lorsqu'un mouvement de protestation visant à préserver les systèmes juridique et éducatif anglophones s'est transformé, face à la répression gouvernementale, en rébellion armée. Les femmes et les enfants ont énormément souffert du conflit qui a suivi. Parmi les personnes déplacées, des centaines de milliers sont des femmes, et beaucoup d'entre elles gèrent leur foyer et élèvent des enfants sans soutien extérieur. Les grèves générales, les couvre-feux et les menaces de violence ont paralysé l'économie des deux régions anglophones, où la plupart des infrastructures sont en mauvais état. Le Cameroun a jusqu'à présent rejeté les demandes formulées par les partenaires internationaux d'établir des camps pour les personnes déplacées, principalement parce que cela contredirait le discours officiel selon lequel la vie dans les régions anglophones est en train de revenir à la normale. Des milliers de citoyens déracinés sont privés d'emploi, de logement, de documents d'état civil ou d'école pour leurs enfants, et doivent négocier chaque jour leur sécurité personnelle et l'accès aux services de base. Les séparatistes et les soldats utilisent le viol comme arme de guerre et contraignent les femmes et les filles à des relations imposées qui les exposent à des accusations d'espionnage.

Mais les femmes ne sont pas que des victimes. La révolte anglophone a emporté l'adhésion de femmes pratiquement dès le début, et beaucoup jouent un rôle soit dans la lutte active, soit au sein des structures de soutien aux milices séparatistes. Certaines femmes ont pris les armes pour des raisons politiques. D'autres cherchent à se venger des violences qu'elles ou leurs familles ont subies aux mains des forces de sécurité. En effet, le rôle des femmes dans l'insurrection, à la fois comme participantes et en tant qu'ancrage social, contribue à expliquer sa ténacité.

Les femmes camerounaises s'engagent aussi largement dans les activités de consolidation de la paix. Ces activités sont diverses. Les groupes de femmes urbains, très en vue, s'impliquent largement grâce à des contacts avec les institutions nationales

et internationales, tandis que les militantes rurales ont plus d'influence sur les combattants séparatistes, mais peu de connexions avec les responsables à Yaoundé. D'une manière plus générale, il existe au sein des groupes de femmes des divisions politiques et géographiques, entre les militantes qui épousent ouvertement la cause séparatiste et celles qui, en privé, se rangent du côté du fédéralisme ou simplement de la paix. Alors même que le gouvernement et les séparatistes négligent souvent l'activisme des femmes ou relèguent les militantes à des politiques soutenant une cause unique, les femmes, tant dans leur pays qu'à l'étranger, ont fait pression avec un certain succès pour obtenir des mesures atténuant les effets du conflit, telles que la réouverture des écoles fermées à la suite des boycotts des séparatistes et l'extension de la couverture de l'aide humanitaire. Elles se sont également faites porte-paroles d'initiatives de paix plus larges, comme des cessez-le-feu et des pourparlers inclusifs. Alors que le militantisme des femmes est devenu plus audacieux et a pris une place plus prépondérante, le gouvernement est devenu moins tolérant à leur égard. Les militantes sont également confrontées à des représailles de la part des séparatistes dans les zones où elles opèrent.

Parallèlement, les efforts de dialogue entre le gouvernement et les séparatistes ont jusqu'à présent obtenu peu de résultats, et il n'y a pas vraiment de signes qui indiqueraient que les deux parties soient prêtes à faire des compromis à court terme. Aujourd'hui, aucune négociation de paix n'est en cours ou même prévue. Mais lorsque les deux parties seront prêtes à dialoguer, il est impératif qu'elles invitent un large éventail de femmes à participer aux pourparlers. Un processus de paix qui ne tiendrait pas compte du point de vue des femmes ferait l'impasse sur une source inestimable de perspectives sur le conflit, ignorerait des groupes d'intérêt clés et, selon toute probabilité, ne s'attaquerait pas aux formes de violence qui touchent particulièrement les femmes. Un processus inclusif, en revanche, assurerait l'adhésion des femmes, qui pourraient à leur tour soutenir l'ensemble de la communauté vers un éventuel processus de paix.

Entretemps, le gouvernement doit s'attacher à prendre des mesures pour mieux protéger les femmes de l'impact spécifique des conflits sur elles et leurs familles, notamment par les moyens suivants :

- ❑ Permettre au personnel humanitaire d'accéder librement aux régions anglophones afin qu'il puisse porter secours aux personnes qui en ont le plus besoin.
- ❑ Accélérer les efforts pour réémettre les papiers d'identité et autres documents d'état civil importants que les personnes déplacées ont perdus pendant le conflit.
- ❑ Apporter un soutien économique aux femmes touchées par la violence, en particulier celles qui ont été déplacées, notamment en assurant l'équité entre les sexes dans les mesures prévues telles que l'attribution de terres aux personnes déplacées.
- ❑ Renforcer le soutien médical et psychosocial aux survivantes d'abus sexuels.
- ❑ Intensifier les efforts pour poursuivre les auteurs de violences sexuelles.
- ❑ Permettre aux militantes de plaider en faveur d'une résolution pacifique du conflit sans crainte de représailles.

Afin que ces mesures soient efficaces, les séparatistes devraient également en parallèle :

- ❑ Suspendre immédiatement toute attaque contre le personnel humanitaire.
- ❑ Prendre une décision coordonnée pour mettre définitivement un terme au boycott des écoles et permettre à tous les centres d'éducation de rouvrir et de reprendre leurs activités régulières.
- ❑ Ne pas obliger les femmes à jouer des rôles de soutien, comme la cuisine et les soins, dans les camps des milices.
- ❑ Mettre en place un mécanisme coordonné pour exclure de leurs rangs les miliciens tenus pour responsables de violences et d'abus graves à l'encontre des femmes.
- ❑ Permettre aux militantes d'exprimer librement leurs opinions politiques sans crainte de menaces ou de représailles, y compris en ligne.

Quant aux pays bailleurs de fonds, aux organisations multilatérales et aux ONG – qui ont fait pression, à juste titre, en faveur de négociations globales pour mettre fin au conflit – ils pourraient, entretemps, faire de leur mieux pour soutenir les efforts susmentionnés, en particulier :

- ❑ En aidant à remettre en route le système éducatif des deux régions anglophones, en reconstruisant des écoles, en recrutant des enseignants et en facilitant l'accès des enfants déplacés à la scolarisation.
- ❑ En soutenant les initiatives économiques destinées aux femmes, en particulier la formation professionnelle et le financement des petites entreprises, et en faisant pression pour que les femmes aient les mêmes chances que les hommes dans le cadre du programme de reconstruction des régions anglophones.
- ❑ En fournissant des fonds pour améliorer le suivi des cas de violence basée sur le genre dans les régions anglophones afin de faire la lumière sur l'ampleur du problème et d'élaborer une réponse appropriée.

Les bailleurs de fonds et les autres acteurs externes peuvent également contribuer à préparer le terrain pour un processus de paix inclusif le moment venu en dynamisant l'accompagnement et la formation des femmes œuvrant pour la paix et en contribuant au renforcement des capacités des militantes dans les zones rurales et urbaines.

Ces mesures combinées pourraient contribuer à atténuer l'impact brutal du conflit sur les femmes et les enfants (en particulier les filles) dans les régions anglophones du Cameroun, tout en aidant les femmes militantes à jouer le rôle qui leur revient de plein droit dans la mise en place des fondations futures de la paix.

Yaoundé/Nairobi/Bruxelles, 23 février 2022

Militantes, victimes, œuvrant pour la paix : les femmes dans le conflit anglophone au Cameroun

I. Introduction

La crise dans les régions anglophones du Cameroun ne montre aucun signe d'apaisement. Elle a été déclenchée par une série de revendications d'avocats, d'enseignants et d'étudiants en 2016, qui cherchaient à créer une fédération à deux Etats pour éviter que les systèmes juridiques et éducatifs anglophones ne soient phagocytés par leurs homologues francophones. Alors que les protestations prenaient de l'ampleur, le gouvernement a mené des débats avec les syndicats d'enseignants pour apaiser l'opinion publique anglophone, mais elle a ignoré, en grande partie, les griefs sous-jacents, et la crise s'est aggravée.¹

Le 1er octobre 2017, des sécessionnistes ont proclamé une République fédérale indépendante d'Ambazonie, comme ils ont appelé les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'ancien Cameroun britannique.² Les autorités de la capitale Yaoundé ont répondu par une répression musclée contre ceux qu'elles percevaient comme des sympathisants sécessionnistes, tuant des dizaines de personnes et en arrêtant des centaines, ce qui a incité à la mise en place de milices anglophones. Fin 2017, la crise a dégénéré en conflit armé. Au moins 6 000 personnes sont mortes depuis. L'ONU estime que l'insécurité et le manque d'accès aux services de base sont tels que 2,2 millions de personnes dans les régions anglophones, soit un habitant sur deux, ont besoin d'aide humanitaire.³ La majorité des personnes déplacées par la crise sont des femmes et des enfants.⁴ Les partenaires internationaux devront probablement exercer une pression beaucoup plus forte pour parvenir à un règlement du conflit.

Crisis Group et d'autres organisations ont plaidé à plusieurs reprises en faveur de pourparlers susceptibles de déboucher sur une solution politique au conflit, et au

¹ Les chefs de file de la société civile anglophone ont déclaré un boycott scolaire en janvier 2017, ainsi qu'une grève générale, jurant également de transformer les villes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en « villes mortes » pour protester la francophonisation du système de *Common Law* anglais des régions. Le gouvernement a rapidement arrêté les dirigeants du mouvement ainsi que des centaines d'anglophones qui avaient manifesté. D'autres militants ont fui le pays ou ont poussé leurs revendications jusqu'à la sécession pure et simple. Les 22 septembre et 1er octobre 2017, le gouvernement a réprimé les manifestations appelant à l'indépendance des deux régions, faisant au moins 68 morts, ce qui a renforcé la détermination des anglophones et encouragé la formation de milices. En novembre 2017, le président Paul Biya a déclaré la guerre au mouvement séparatiste naissant, ordonnant deux mois plus tard l'arrestation d'éminents dirigeants anglophones au Nigeria voisin. Rapport Afrique de Crisis Group N°272, *Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers*, 2 mai 2019.

² Briefing Afrique de Crisis Group N°130, *Cameroun : l'aggravation de la crise anglophone requiert des mesures fortes*, 19 octobre 2017.

³ « Rapport de situation », Bureau du coordinateur des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA), janvier 2022.

⁴ Ibid.

cours de l'année 2022, nous partagerons des recommandations sur la manière d'y parvenir.⁵ C'est dans ce contexte que ce rapport fait le point sur le conflit et se penche sur l'une de ses dimensions les moins étudiées, à savoir le rôle joué par les femmes en tant qu'actrices du conflit et militantes pacifiques, ainsi que les préjudices de genre subis par les femmes et les filles dans ce contexte de violence. Pour contribuer aux efforts visant à atténuer la crise humanitaire au Cameroun et à mettre en place un processus de paix inclusif capable d'aboutir à un règlement durable, il est utile de comprendre comment les femmes ont structuré le conflit et en ont souffert de manière spécifique. Ce rapport s'appuie sur les précédents rapports de Crisis Group sur le conflit anglophone au Cameroun. Il repose sur plus de 110 entretiens avec des responsables gouvernementaux, des séparatistes, des représentants de la société civile anglophone, des cheffes de file et des militantes, des diplomates, des membres du personnel humanitaire, des universitaires, des chercheuses et chercheurs, menés à Douala, Yaoundé et dans diverses localités des régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest, de l'Ouest et du Littoral, ainsi qu'auprès de la diaspora, entre août 2020 et janvier 2022.

⁵ Voir la déclaration de Crisis Group, « La Coupe d'Afrique, une opportunité de cessez-le-feu pour le Cameroun », 7 janvier 2022 ; et le rapport de Crisis Group, *Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers*, op. cit.

II. Le point sur un conflit qui perdure

Depuis le dernier rapport de Crisis Group, le conflit anglophone au Cameroun a reproduit des schémas bien connus tout en gagnant en intensité. La situation humanitaire est devenue de plus en plus désastreuse et les efforts de rétablissement de la paix n'ont que peu progressé. Une mise à jour de ces dimensions du conflit constitue la toile de fond pour explorer le rôle des femmes dans cette crise ainsi que dans les efforts de rétablissement de la paix, tout en s'attaquant aux préjudices spécifiques qu'elles ont subis dans les sections III et IV.

A. *Les schémas de l'escalade d'un conflit*

Si certains schémas de violence et de protestation ont largement persisté au cours des cinq années qui ont suivi le début du conflit anglophone, les deux dernières années ont également vu une nette escalade des affrontements et une utilisation accrue d'engins explosifs improvisés (EEI). L'année dernière a été particulièrement meurtrière dans ce conflit.⁶

En ce qui concerne les schémas de violence, certaines dates symboliques sont devenues des points de tension récurrents dans le conflit anglophone. Depuis 2017, les séparatistes ont tenté de bloquer, souvent par la force, les célébrations de fêtes nationales, telles que le 11 février (fête de la jeunesse) et le 20 mai (fête nationale), qu'ils considèrent comme des jalons d'une histoire de répression.⁷ A leur tour, les forces gouvernementales renforcent la répression généralement autour du 1er octobre, qui marque, pour les séparatistes, la date de la déclaration d'indépendance en 2017 de ce qu'ils appellent la République fédérale d'Ambazonie. Les séparatistes ont également incité les anglophones à boycotter l'élection présidentielle contestée du 7 octobre 2018, lors de laquelle le président Paul Biya a battu son rival francophone Maurice Kamto, et les élections locales du 9 février 2020. Ces deux scrutins ont connu une participation notoirement faible dans les régions anglophones.⁸ Les partisans

⁶ Les parties belligérantes ont tué au moins 40 personnes en janvier 2021, pour la plupart des civils. En 2021, les séparatistes ont imposé un couvre-feu entre le 16 janvier et le 7 février afin de perturber le Championnat d'Afrique des nations, qui se tenait dans les villes camerounaises de Limbe, Douala et Yaoundé. En juin, septembre et décembre 2021, les milices séparatistes ont mené leurs attaques coordonnées les plus meurtrières contre l'armée, en utilisant des engins explosifs improvisés et des grenades propulsées par lance-roquette. Le 14 janvier 2022, François Loucény Fall, chef du bureau régional de l'ONU pour l'Afrique centrale, a appelé à un cessez-le-feu au moment où commençait la Coupe d'Afrique des nations, un second tournoi plus important.

⁷ A l'époque coloniale, les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest constituaient le Cameroun méridional, la partie sud du Cameroun britannique. Le 11 février 1961, le Cameroun méridional a voté pour l'unification avec le Cameroun français dans une fédération à deux Etats, et chaque année, l'Etat marque cet anniversaire. Le jour férié du 20 mai commémore l'abolition de la fédération camerounaise en 1972, que de nombreux anglophones considèrent comme une des causes premières du conflit.

⁸ Comme Crisis Group l'a déjà écrit à propos de ces élections, « le conflit au sujet de l'élection présidentielle de 2018, que beaucoup d'observateurs, y compris l'Eglise catholique, ont estimé être entachée d'irrégularités, continue de peser sur la vie politique camerounaise. Depuis que les autorités électorales lui ont attribué la deuxième place derrière Biya, Kamto n'a cessé de contester le résultat, jusqu'à son arrestation en février 2019 pour insurrection, sédition et incitation à la violence. Même

de Kamto ayant organisé leur propre boycott de l'élection législative, le parti de Biya a obtenu une majorité écrasante au parlement.

Dès 2017, les opérations « villes mortes » sont devenues une autre mesure de prédilection des séparatistes.⁹ Il s'agit de grèves – en partie spontanées et en partie imposées par les milices séparatistes aux magasins, aux écoles et aux taxis – qui peuvent aller d'un à cinq jours ouvrables, mais souvent le lundi. Les efforts déployés par le gouvernement pour les empêcher ont échoué, et la grève du lundi est désormais une habitude dans les régions en conflit, où elle est observée par les entreprises et même par les services gouvernementaux. Les séparatistes imposent parallèlement des couvre-feux généraux assez fréquents pour bloquer tout déplacement vers et en provenance des régions anglophones.¹⁰ Les couvre-feux ont tendance à être appliqués plus brutalement que les opérations « villes mortes » et incitent souvent les résidents à quitter temporairement les zones anglophones. Les couvre-feux nocturnes imposés par le gouvernement ont rendu la vie encore plus difficile. Les implications spécifiques de ces mesures pour les femmes et les filles sont examinées dans la section IV.

La lutte contre les séparatistes avançant très lentement, le gouvernement envoie régulièrement des troupes supplémentaires dans les deux régions anglophones, pour faire face quelques jours plus tard à de nouvelles attaques tout aussi violentes des insurgés. En octobre 2020, par exemple, les forces gouvernementales ont lancé l'opération Bamenda Clean, intensifiant les opérations de bouclage, de recherche et de poursuite dans la ville. Pourtant, quelques semaines plus tard, les milices ont recommencé à tirer sur les forces de sécurité dans la région.¹¹ Les soldats ont observé que les milices réapparaissent souvent peu après avoir été repoussées et après que leurs chefs ont été tués, ce qui démontre la détermination et la résilience des séparatistes.¹² En janvier 2021, le gouvernement a annoncé une campagne de recrutement de 9 500 soldats, le plus grand recrutement jamais effectué dans le pays.

De leur côté, les milices utilisent des armes de plus en plus sophistiquées, notamment des fusils automatiques de qualité militaire et des grenades propulsées par lance-roquettes, et posent des engins explosifs improvisés.¹³ La période du 13 au 19 juin a

après sa sortie de prison en octobre 2019, il a régulièrement fustigé le gouvernement pour son refus de réformer le système électoral. Son parti et lui ont boycotté les élections municipales et législatives de février 2020. Leur abstention a donné au parti au pouvoir une majorité sans appel au parlement, de sorte que les principaux opposants au gouvernement n'y sont pas présents pour le forcer à débattre des problèmes majeurs qui affectent le pays ». Rapport Afrique de Crisis Group N°295, *Apaiser les tensions ethno-politiques au Cameroun*, 3 décembre 2020.

⁹ Alors qu'ils annonçaient un boycott scolaire en janvier 2017, les chefs de file séparatistes ont également annoncé une grève générale, jurant de transformer les villes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en « villes mortes » pour protester contre la francophonisation du système de *Common Law* anglais des régions.

¹⁰ Entretien de Crisis Group, officier de justice, février 2021, Buea ; opérateurs commerciaux, Bamenda, Buea, Limbe et Douala ; cheffes de file, Buea et Bamenda, août 2020-avril 2021.

¹¹ « Cameroon's Anglophone crisis: Casualties from Operation Bamenda Clean continue to surface », Pan African Visions, 30 septembre 2020.

¹² Entretien de Crisis Group, officier militaire supérieur, Yaoundé, septembre 2019.

¹³ Entretien de Crisis Group, dirigeants anglophones, commandants séparatistes, militants, personnel humanitaire, plusieurs endroits, septembre 2020-septembre 2021.

été la semaine la plus meurtrière en 2021, avec environ 24 combattants tués.¹⁴ En avril et juillet, les séparatistes ont attaqué les forces de sécurité dans une région francophone.¹⁵ Les 12 et 16 septembre, ils ont utilisé des engins explosifs improvisés et des grenades propulsées par lance-roquettes dans trois embuscades distinctes tendues à des patrouilles de l'armée, tuant plus d'une douzaine de soldats d'une unité d'élite et détruisant deux véhicules blindés.¹⁶ En janvier 2022, des individus non identifiés ont tué par balle un éminent sénateur de l'opposition après l'avoir forcé à sortir de sa voiture dans la ville de Bamenda, dans le Nord-Ouest.

B. Une crise sociale et humanitaire

Le conflit anglophone a plongé le Cameroun dans la pire crise humanitaire qu'il ait connue depuis son indépendance, faisant environ 6 000 morts et détruisant plus de 250 villages.¹⁷ L'ONU estime que près de 573 900 personnes ont été déplacées.¹⁸ Pourtant, les autorités camerounaises ont rejeté plusieurs demandes de l'ONU et d'ONG visant à installer des camps de déplacés où les personnes vulnérables pourraient être mieux prises en charge, craignant que ces camps ne sapent le discours officiel selon lequel la vie dans les régions anglophones revenait à la normale.¹⁹

Ceux qui tentent d'apporter de l'aide sont confrontés à de graves difficultés. Les deux parties empêchent fréquemment les convois humanitaires d'atteindre certaines parties des deux régions, accusant le personnel humanitaire de prendre parti pour leurs adversaires. En décembre 2020, par exemple, le gouvernement a suspendu l'aide d'urgence de Médecins sans frontières (MSF) dans le Nord-Ouest du pays, affirmant que l'organisation n'était pas impartiale.²⁰ En août 2021, MSF a retiré l'ensemble de son personnel de la région. Plus tard la même année, en décembre, l'armée a arrêté

¹⁴ « Separatist rebels kill three gendarmes in Cameroon », *The Defence Post*, 21 juin 2021 ; « Crise anglophone : plusieurs soldats tués en deux jours par des séparatistes », *StopBlaBlaCam*, 20 juin 2021.

¹⁵ « Cameroon says separatists disguised as military kill, loot », VOA, 15 juillet 2021.

¹⁶ « Rebel attacks kill 15 soldiers in troubled Cameroon », VOA, 20 septembre 2021.

¹⁷ Estimation issue du suivi, des analyses et des entretiens de Crisis Group avec des organisations locales et internationales opérant dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, juin 2019-mai 2021.

¹⁸ De nombreuses personnes déplacées disent ne pas avoir eu de nouvelles de leurs conjoints ou de leurs enfants depuis 2018. Souvent, ils ne savent pas si les membres de leur famille sont morts ou ont trouvé refuge dans la forêt ou ailleurs. Cette incertitude est une source de traumatisme durable. Entretiens de Crisis Group, anglophones déplacés, Limbe, Yaoundé, Douala et Bamenda, août 2020-mars 2021. En janvier 2022, l'OCHA a publié de nouveaux chiffres relatifs au déplacement : 573 900 déplacés internes, 71 800 réfugiés au Nigeria et 383 600 rapatriés.

¹⁹ Entretiens de Crisis Group, fonctionnaire de l'ONU et personnel d'ONG, Sud-Ouest, août-septembre 2020 et janvier 2021. « Cameroonian Anglophone: The ordeal of Cameroonian Anglophone "nomadic IDPs" », Data Cameroun, 5 février 2020 ; Njapdem Roger Aminkeng et Mbahpang Sixtus Alondi, « The Anglophone Crisis in Cameroon: The role of the government, non-state stakeholders and private donors, in the restitution of the livelihoods of the displaced », thèse de master, Université d'Aalborg, Danemark, mai 2020, p. 16.

²⁰ En 2019, MSF disposait de six ambulances dans la région du Sud-Ouest, couvrant Buea, Muyuka et Kumba. Entretiens de Crisis Group, intervenants humanitaire, septembre 2019 ; dirigeant d'ONG locale, Yaoundé, février 2021 ; diplomate, Yaoundé, mai 2021. « NW region: Gov't suspends DWB, medical facilities partnership despite strides », *The Humanitarian Watch*, 21 décembre 2020.

une ambulance de MSF qui transférait un blessé nécessitant des traitements urgents à Nguti, dans le Sud-Ouest.²¹ De leur côté, les séparatistes attaquent fréquemment le personnel humanitaire.²² Les insurgés ont enlevé au moins dix-neuf intervenants humanitaires entre 2020 et 2021 et en ont tué quatre autres depuis 2019.²³

En outre, la méfiance à l'égard des organisations humanitaires ne se limite pas aux deux parties au conflit. La plupart des anglophones ont le sentiment que le monde ne s'intéresse pas à ce conflit, ce qui a alimenté le ressentiment à l'égard du personnel humanitaire étranger. De nombreuses personnes déplacées sont déçues par ce qu'elles perçoivent comme l'inaction de l'ONU.²⁴ Les soupçons des victimes, qui pensent que les acteurs étrangers ont des intentions cachées, empoisonnent encore davantage l'environnement du personnel humanitaire.

Les journalistes connaissent des problèmes similaires. Les deux parties soupçonnent la couverture médiatique d'être biaisée. Le gouvernement, qui ne veut pas que ses abus soient documentés ou que les victoires des séparatistes soient médiatisées, expose les journalistes à des maltraitements par les forces de sécurité, tandis que les séparatistes en enlèvent régulièrement pour obtenir des rançons, profèrent des menaces de mort lorsqu'ils couvrent les activités de l'armée, ou détruisent leur équipement. Un journaliste déclare : « J'ai été enlevé par des combattants séparatistes une fois pour avoir défendu une campagne de rentrée des classes en 2019 et arrêté sept fois par les forces de sécurité du Cameroun ». ²⁵ En août 2019, la police a arrêté le journaliste Samuel Wazizi dans le Sud-Ouest, l'accusant de critiquer la gestion du conflit par le gouvernement. Il est ensuite décédé en détention.²⁶ La couverture médiatique du conflit est limitée, en particulier du fait des mauvais traitements que subissent les journalistes, ce qui, à son tour, complique les collectes de fonds des organisations humanitaires nationales et internationales.²⁷

Les victimes du conflit ne recevant ni l'aide ni l'attention qu'elles seraient en droit d'attendre, de nombreuses personnes déplacées doivent se débrouiller seules. La majorité d'entre elles reste au Cameroun, souvent dans les zones anglophones, où les services publics sont loin d'être performants. Celles qui se sont déplacées vers les régions francophones font concurrence aux locaux pour les maigres ressources disponibles, en particulier dans les régions voisines de l'Ouest et du Littoral, et beaucoup

²¹ « Cameroun : déclaration de MSF suite à l'incident au point de contrôle de Nguti », Médecins sans frontières, 27 décembre 2021.

²² En juillet, août et novembre 2020, des séparatistes présumés ont enlevé et tué trois travailleurs humanitaires lors d'incidents distincts dans les deux régions. Le personnel humanitaire affirme que les forces de sécurité ont sorti des patients blessés par balle des ambulances. Entretiens de Crisis Group, organisation humanitaire locale, Yaoundé, septembre 2020 et février 2021. « Recurrent attacks against humanitarian workers in Cameroon's crisis-hit regions by warring parties is unacceptable », CHRDA, 16 juillet 2020 ; « Nord-Ouest : Les habitants expriment leurs inquiétudes alors que le gouvernement suspend les principaux partenariats de Médecins sans frontières », Mimi Mefo Info, 10 décembre 2020.

²³ « Cameroon: Four aid workers killed in restive Anglophone regions since 2019 », Agence Cameroun Presse, 19 août 2021.

²⁴ Entretiens de Crisis Group, personnes déplacées, Nord-Ouest, Sud-Ouest, Littoral, août 2020 et janvier-mars 2021.

²⁵ Entretien de Crisis Group, journaliste, Bamenda, novembre 2020.

²⁶ « Cameroonian journalist Samuel Wazizi dies in gov't detention », Al Jazeera, 5 juin 2020.

²⁷ Entretiens de Crisis Group, personnel d'ONG locales, Buea et Bamenda, janvier-mars 2021.

d'entre elles, n'ayant accès ni à la terre ni au capital, sont obligées de compter sur la charité des habitants de ces régions.²⁸ D'autres encore ont réussi à quitter le pays. Les Nations unies ont enregistré 71 800 réfugiés anglophones au Nigeria, tandis qu'un plus petit nombre s'est installé au Ghana. Certains Camerounais ont traversé la Méditerranée pour se rendre en Europe ou ont gagné les Etats-Unis en empruntant des routes dangereuses en Amérique latine.²⁹

Les papiers d'identité sont aussi un souci majeur. De nombreuses personnes déplacées ont perdu des documents d'état civil importants, notamment des actes de naissance et des cartes d'identité, et sont confrontées à des obstacles bureaucratiques de taille lorsqu'elles tentent d'obtenir de nouveaux documents. Sans papiers, beaucoup doivent soit payer pour de faux documents, soit soudoyer les forces de sécurité pour passer les points de contrôle. Les organisations humanitaires sont conscientes du problème, mais les efforts pour y remédier se sont jusqu'à présent avérés insuffisants et sont parfois contrecarrés par des fonctionnaires corrompus.³⁰

Le conflit a également eu un impact dévastateur sur l'éducation. Comme nous l'avons déjà mentionné, en 2017, alors que les manifestants des deux régions anglophones s'insurgeaient contre la prédominance de la langue française dans les écoles, les syndicats et les organisations de la société civile ont appelé au boycott des écoles. Le boycott, qui était très populaire au début, a progressivement perdu de son soutien lorsque des militants séparatistes ont commencé à détruire des écoles et à tuer les enseignants qui avaient décidé de continuer à travailler. On estime que 4 000 écoles anglophones avaient fermé en 2018, privant finalement plus de 600 000 enfants d'une scolarisation normale pendant près de quatre années scolaires.³¹ Le boycott s'est avéré contre-productif, car de nombreux parents ont fini par envoyer leurs enfants dans des écoles bilingues des régions francophones. En septembre 2020, les séparatistes ont mis fin au boycott des écoles sous la pression de la société civile anglophone, notamment des groupes de femmes. La fréquentation scolaire s'est quelque peu améliorée depuis, mais les violences ont été telles qu'environ 70 pour cent des écoles des régions anglophones ne sont que partiellement opérationnelles.

A ce jour, le programme le plus ambitieux élaboré par Yaoundé pour faire face à l'impact socio-économique du conflit anglophone est le Plan présidentiel pour la reconstruction et le développement des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, d'une durée de deux ans.³² Lancé en avril 2020, ce plan nécessite 165 millions de dollars pour sa première phase. Le gouvernement s'est engagé à fournir 10 pour cent de ce

²⁸ Entretiens de Crisis Group, responsable de la société civile, ministre du gouvernement, Yaoundé, janvier-mars 2021.

²⁹ « English speakers from Cameroon are joining Syrian refugees on migrant boats », PRI, 27 avril 2017. Sous la présidence de Donald Trump, les Etats-Unis ont intensifié les expulsions de Camerounais anglophones demandant l'asile aux Etats-Unis. « Trump allies in Americas block Africans' path to US asylum », Associated Press, 3 mars 2020.

³⁰ Entretiens de Crisis Group, personnel humanitaire, janvier-mars 2021.

³¹ Entretiens de Crisis Group, responsable de l'enseignement catholique, Buea, septembre 2002 ; dirigeantes, Buea, Bamenda, Yaoundé et Limbe, janvier-mars 2021. « Cameroun – La crise de l'éducation dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest », ACAPS, 19 février 2021.

³² Le plan se concentre sur trois domaines prioritaires : le rétablissement de la cohésion sociale, la reconstruction et la réhabilitation des infrastructures de base ainsi que la revitalisation de l'économie.

budget et à obtenir le reste en s'adressant à des partenaires internationaux, tandis que le Programme des Nations unies pour le développement serait chargé de gérer les fonds. Le plan vise à apporter un soutien aux victimes du conflit grâce à la construction de 105 écoles, de 45 centres de santé et de 155 points d'eau fonctionnant à l'énergie solaire. Il prévoit également la distribution de terres et d'outils agricoles, ainsi que la réémission de papiers d'identité et autres documents pour 30 000 personnes.

Ce plan est toutefois controversé. Les séparatistes s'y opposent, tandis que de nombreux autres anglophones le jugent prématuré et soupçonnent le gouvernement de vouloir faire croire que le conflit touche à sa fin.³³ Les consultations avec les anglophones se sont limitées à quelques dirigeants d'ONG et ont été organisées dans le plus grand secret pour des raisons de sécurité.³⁴ Le gouvernement n'a pas consulté plusieurs des bailleurs de fonds potentiels lors de la formulation du plan et n'a pas pris en compte leurs préoccupations une fois que le projet leur a été exposé.³⁵ Lorsque Yaoundé a demandé des contributions aux chefs d'entreprise en mai 2021, peu d'entre eux étaient prêts à donner de l'argent.³⁶ Les observateurs pensent que certains séparatistes pourraient toutefois finir par soutenir certains éléments du plan, en particulier si le gouvernement reconstruit des logements plutôt que des infrastructures publiques.³⁷

Les partenaires internationaux sont confrontés à un dilemme. Dans un contexte d'accusations constantes de partialité de la part des deux parties, de nombreux organismes des Nations unies, ainsi que des bailleurs de fonds actuels et potentiels, craignent que leur soutien au plan vienne en aide à ceux qui, au sein du gouvernement, ne voient pas la nécessité d'un règlement politique. Tout comme certains dirigeants anglophones, les partenaires externes craignent que le gouvernement n'utilise le plan pour affirmer que le conflit est terminé.³⁸ En outre, l'accent mis sur le développement, plutôt que sur l'aide humanitaire, pourrait motiver l'opposition armée, ce qui rendrait encore plus dangereux l'environnement opérationnel des agences humanitaires. De nombreux pays que le gouvernement a approchés hésitent donc à fournir des fonds.³⁹

³³ Entretiens de Crisis Group, chef séparatiste, Yaoundé, mai 2021 ; personnes déplacées et affectées, Buea et Bamenda, août-mars 2021.

³⁴ Entretiens de Crisis Group, coordinateur d'une ONG locale, Yaoundé, mai 2021 ; haut fonctionnaire du gouvernement, Yaoundé, février 2021.

³⁵ Entretiens de Crisis Group, diplomates, Yaoundé, mai 2021. Le Premier ministre Joseph Dion Ngute a tenu une réunion avec des diplomates à Yaoundé en décembre 2019 pour « recueillir leurs propositions concrètes pour le financement du Plan de reconstruction et de relance ». « Cameroon gathers partners around torn Anglophone region's reconstruction plan », *Business in Cameroon*, 9 décembre 2019.

³⁶ « Anglophone regions' reconstruction plan: GICAM pledges XAF1.2 bln support but issues conditions », *Business in Cameroon*, 19 mai 2021.

³⁷ Entretien de Crisis Group, femme membre d'une milice séparatiste, Bamenda, octobre 2020.

³⁸ Entretiens de Crisis Group, personnel humanitaire, Buea et Yaoundé, décembre 2020-janvier 2021.

³⁹ En juillet 2021, le Japon était le seul pays à fournir des fonds. Le 18 février 2021, son ambassadeur au Cameroun a promis 2,8 millions de dollars pour des projets d'approvisionnement en eau, des centres de santé et deux écoles dans le Sud-Ouest. Les responsables du gouvernement camerounais espèrent que d'autres bailleurs de fonds le rejoindront lorsque le plan aura fait ses preuves.

C. *Les derniers efforts pour le dialogue et le rétablissement de la paix*

Même s'il semble peu probable que le conflit anglophone soit résolu par la force, les efforts pour parvenir à un cessez-le-feu ou à un règlement politique en utilisant des pourparlers n'ont, pour l'instant, apporté que des avancées négligeables.

En 2019, le ministère suisse des Affaires étrangères a tenté de servir d'intermédiaire dans les pourparlers, affirmant avoir obtenu le feu vert du gouvernement camerounais et de certains séparatistes pour faciliter le dialogue.⁴⁰ L'ONU, les États-Unis et le Royaume-Uni ont soutenu l'initiative, et une douzaine de dirigeants séparatistes se sont rendus en Suisse à plusieurs reprises pour jeter les bases des négociations. Deux des principaux groupes séparatistes ont toutefois refusé de soutenir les pourparlers, et le gouvernement ne l'a finalement pas soutenu, préférant avancer avec un dialogue national.⁴¹

Le gouvernement a organisé ce qu'il a appelé le « Grand Dialogue National » du 30 septembre au 4 octobre 2019 à Yaoundé, dont le but affiché était de trouver une issue au conflit. Il n'a invité que les représentants de l'opposition et du gouvernement qui n'étaient pas farouchement opposés à un État unitaire, mais décentralisé, excluant par ailleurs les dirigeants séparatistes des discussions.⁴² La réunion a donc été en grande partie une discussion interne au gouvernement et n'a réuni que peu de voix anglophones pertinentes. Alors que le dialogue entrait dans sa deuxième journée, le 1er octobre, des milliers de personnes dans les zones rurales sous contrôle séparatiste se sont rassemblées pour célébrer ce qu'elles appellent le jour de l'indépendance de l'Ambazonie, illustrant ainsi le fossé politique entre Yaoundé et la population anglophone.⁴³ Les séparatistes ont intensifié leurs attaques peu de temps après.

La principale recommandation des participants au dialogue était que le gouvernement accorde à chacune des deux régions anglophones un statut spécial en vertu de la loi camerounaise sur la décentralisation, qui stipule que Yaoundé doit consulter les autorités régionales, ou assemblées, sur les questions d'éducation.⁴⁴ D'autres

Entretiens de Crisis Group, responsables gouvernementaux, personnel des Nations unies et diplomates, Yaoundé, août 2020-mai 2021.

⁴⁰ Les dix groupes séparatistes qui ont accepté ces pourparlers ont formé l'équipe de la coalition Ambazonie en septembre 2019 à Montreux, en Suisse. La coalition comprenait d'importantes milices telles que le Gouvernement intérimaire-faction Sako et la SOCADEF.

⁴¹ Entretiens de Crisis Group, diplomates, conseiller du gouvernement, Yaoundé, octobre 2019 et septembre 2020.

⁴² Déclaration de Crisis Group, « Dialogue sur le Cameroun anglophone : le plus dur reste à faire », 26 septembre 2019. Les séparatistes ont demandé des pourparlers en terrain neutre, où ils seraient à l'abri des persécutions. En l'absence de telles garanties, les dirigeants anglophones hors du Cameroun ont mis en doute la bonne foi du gouvernement. En outre, les autorités n'ont pas autorisé les dirigeants séparatistes (Sisiku Ayuk Tabe et neuf autres) détenus à Yaoundé à y participer.

⁴³ « Cameroon separatists celebrate independence as dialogue is held », VOA, 2 octobre 2019.

⁴⁴ Le gouvernement a mis en œuvre la décentralisation dans le cadre d'une réforme constitutionnelle en 1996, en créant des conseils régionaux, en partie à la suite des demandes d'autonomie de plus en plus pressantes des anglophones. Mais les autorités ont attendu 24 ans après l'adoption de la loi pour mettre effectivement en place ces conseils, appelés assemblées, dans les régions anglophones. En vertu du nouveau « statut spécial » introduit en décembre 2019, le gouvernement doit consulter les assemblées sur les questions d'éducation. Un fonctionnaire du gouvernement nommé par Yaoundé doit ensuite valider les activités de l'assemblée.

propositions visaient à renforcer le caractère bilingue du pays.⁴⁵ Le président Biya a promulgué le statut spécial pour les deux régions en décembre 2019 avec la création de deux assemblées régionales aux pouvoirs limités. Il a également promulgué la première loi du Cameroun officialisant son statut de pays entièrement bilingue. De leur côté, les anglophones ont fait valoir que ces mesures ne protégeaient pas suffisamment leur langue minoritaire, car les fonctionnaires à l'échelle nationale étaient toujours autorisés à utiliser le français dans les documents judiciaires et administratifs. Malgré leurs objections, le gouvernement, une fois les mesures approuvées, a rejeté la nécessité de poursuivre les discussions.⁴⁶

Le 23 mars 2020, suite à la flambée de la pandémie de Covid-19, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a appelé à un cessez-le-feu mondial pour permettre aux gouvernements et aux agences multilatérales de contrôler le virus et d'apporter un répit à des millions de personnes confrontées à la violence et au déplacement.⁴⁷ Deux jours plus tard, les Forces de défense du Sud-Cameroun (SOCADEF), l'une des principales milices séparatistes, ont déclaré qu'elles observeraient un cessez-le-feu temporaire. D'autres milices se sont montrées plus sceptiques, demandant une surveillance de l'ONU ou un engagement du gouvernement à suspendre également sa campagne militaire. Environ deux semaines plus tard, les SOCADEF ont affronté l'armée nationale à Ediki, dans le sud-ouest, mettant fin à leur bref engagement en faveur d'une trêve.⁴⁸

Le gouvernement a rapidement lancé une nouvelle initiative. Le 16 avril 2020, le chef des services de renseignement Maxime Eko a rencontré le chef de file séparatiste Sisiku Ayuk Tabe, qui s'était autoproclamé président par intérim des deux régions en 2017 et avait été condamné à la prison à vie dans le centre de haute sécurité de Yaoundé deux ans plus tard.⁴⁹ Avec trois autres dirigeants séparatistes emprisonnés, ils ont discuté des conditions des pourparlers, en tenant une réunion de suivi en juillet 2020. Les séparatistes ont exigé la libération des prisonniers anglophones, le retour de l'armée dans les casernes, une déclaration de cessez-le-feu et des négociations à l'étranger plutôt qu'au Cameroun. Toutefois, une faction gouvernementale partisane de la ligne dure avec les séparatistes est intervenue et s'est violemment opposée aux conditions des séparatistes lorsque les médias ont publié les détails de la deuxième réunion. Le gouvernement a réagi en rejetant la nouvelle des pourparlers comme étant infondée et en cessant tout contact avec les séparatistes emprisonnés, anéantissant ainsi dans l'œuf les espoirs de progrès.⁵⁰

⁴⁵ De nombreux anglophones préfèrent une politique qui limite l'utilisation du français dans les affaires de l'Etat dans les régions anglophones.

⁴⁶ « René Emmanuel Sadi : "Nous n'entrevoyons pas de dialogue plus inclusif que celui historique qui vient d'avoir lieu" », CRTV, 19 octobre 2019.

⁴⁷ « COVID-19 : UN chief calls for global ceasefire to focus on "the true fight of our lives" », UN News, 23 mars 2020. Pour en savoir plus sur l'initiative de Guterres et son sort, voir les Commentaires de Crisis Group, « Global Ceasefire Call Deserves UN Security Council's Full Support », 9 avril 2020 ; et « Salvaging the Security Council's Coronavirus Response », 4 août 2020.

⁴⁸ « Mixed reception to call for Covid-19 ceasefire in Cameroon's Anglophone regions », RFI, 27 mars 2020.

⁴⁹ Entretien de Crisis Group, dirigeants anglophones, conseillers du gouvernement, avril 2020.

⁵⁰ Entretien de Crisis Group, anglophones, divers endroits, août 2020. D'autres initiatives de dialogue ont eu peu d'impact. En juillet 2019, par exemple, l'Africa Forum, un groupe d'anciens diri-

Frustrés par le refus du gouvernement d'engager des pourparlers sérieux et indignés par les rapports faisant état de plus en plus de violations des droits humains, les parlementaires étrangers ont haussé le ton. Le 2 janvier 2021, le Sénat américain a publié une résolution bipartisane appelant à un cessez-le-feu, à des sanctions contre les auteurs de violations des droits humains et à une discussion sur le conflit camerounais au Conseil de sécurité des Nations unies, tandis que le Département d'Etat a annoncé des sanctions concernant les visas en juin 2021.⁵¹ Le 1er mars, une sous-commission du parlement canadien a également recommandé des sanctions contre les auteurs de violations des droits humains au Cameroun. Les parlementaires du Royaume-Uni, de France et d'Allemagne, ainsi que de l'Union européenne (UE), ont critiqué leurs gouvernements en les accusant de ne pas avoir pris de mesures sérieuses pour mettre un terme aux souffrances des anglophones.⁵² Le 25 novembre, le Parlement européen a adopté une résolution appelant le gouvernement et les séparatistes à accepter un cessez-le-feu humanitaire et à reprendre les pourparlers de paix. Les inquiétudes de ces législateurs étrangers reflètent bien l'influence des militants camerounais à l'étranger et sont alignées sur un consensus international qui prend de l'ampleur en faveur d'une plus forte pression des puissances externes sur les parties belligérantes.

Le Vatican a également proposé d'aider à résoudre le conflit. En janvier 2021, le pape François a dépêché le cardinal Pietro Parolin, qui a offert son soutien. Le 29 janvier, Parolin a demandé au président Biya de permettre à l'Eglise d'agir en tant que médiatrice. Même si Biya a déclaré qu'il accueillait favorablement l'offre d'arbitrage du Vatican, rien ne prouve jusqu'à présent que la réunion ait débouché sur une action concrète.

geants africains, a annoncé qu'il prévoyait de discuter des résolutions possibles du conflit anglophone au mois d'avril, mais n'y a pas donné suite. L'ONG camerounaise Coalition for Dialogue and Negotiations a organisé ce qu'elle a appelé la Conférence internationale sur le conflit armé au Cameroun méridional fin 2020. Cette conférence en ligne était destinée à trouver un consensus entre les anglophones.

⁵¹ « Risch: Accountability for Tragedies in Cameroon is Good First Step », Commission sénatoriale des affaires étrangères des Etats-Unis, 7 juin 2021.

⁵² Entretien de Crisis Group, député français, mars 2021.

III. Le rôle des femmes dans le conflit

Le conflit au Cameroun a évolué, tout comme l'éventail des rôles que les femmes y ont joué. Certaines ont rejoint l'insurrection anglophone en tant que combattantes ou soutiennent la lutte par d'autres moyens. D'autres, en revanche, sont devenues des militantes pacifiques, travaillant à la fois aux niveaux local et national pour faire cesser les combats ou promouvoir leur vision d'une résolution du conflit à long terme. Une meilleure compréhension de ces rôles pourrait contribuer à donner aux potentiels médiateurs des outils pour réussir à guider les parties vers des pourparlers inclusifs et à mettre fin au conflit.

A. Une base patriarcale

Si le conflit anglophone a poussé les femmes à jouer de nouveaux rôles et à relever de nouveaux défis, il s'inscrit dans le contexte d'inégalités historiques et d'une société largement patriarcale.⁵³

Les inégalités économiques sont ancrées dans le droit coutumier, qui interdit en grande partie aux femmes d'hériter de terres et d'autres biens, ce qui compromet leur sécurité économique immédiate et à long terme. Les pratiques gouvernementales sont également discriminatoires à l'égard des femmes dans l'attribution des terres.⁵⁴ Alors qu'elles sont souvent les principaux soutiens des familles, les femmes, en particulier celles qui sont célibataires, divorcées ou veuves, ont un statut social dévalorisé.⁵⁵ Elles sont donc confrontées à d'importants obstacles traditionnels et administratifs pour arriver à l'indépendance économique, allant de l'accès limité à la terre et au capital au manque d'opportunités d'emploi dans l'économie formelle.⁵⁶

Le Cameroun a pris des mesures pour faire face à ces difficultés, mais la plupart ont été inefficaces. Le ministère de la Promotion de la femme et de la famille, créé en 1984, est le dépositaire de l'implication et de l'expertise du pays en matière de genre, mais il est sous-financé et a peu de pouvoir au sein du gouvernement.⁵⁷ Il est probablement plus connu pour la distribution de pagnes neufs lors de la Journée internationale des droits des femmes, qu'il organise en grande pompe. (Un consortium de la société civile anglophone a lancé un boycott des événements de la Journée interna-

⁵³ L'inégalité entre les sexes est ancrée dans de nombreuses cultures ethniques. Le codage complexe des genres du tissu social camerounais confère aux hommes un pouvoir et une autorité plus importants. Les femmes sont généralement confinées aux tâches maternelles, tandis que les hommes sont considérés comme des décideurs qui doivent protéger leur famille et leur communauté contre les dangers.

⁵⁴ Lawrence F. Fombe et al., « Securing Tenure for Sustainable Livelihoods: A Case of Women Land Ownership in Anglophone Cameroon », *Ethique et économique*, vol. 10, no. 2 (2013).

⁵⁵ Entretiens de Crisis Group, personnes déplacées dans les régions anglophones, août 2020-mars 2021.

⁵⁶ Environ 3 pour cent des femmes vivent dans une maison qui leur appartient mais dont elles ne possèdent pas le titre de propriété, ce qui les expose à un risque d'expulsion, tandis que 1,6 pour cent vivent dans une maison dont elles possèdent le titre de propriété. Dans le même temps, les femmes représentent 71,6 pour cent de l'ensemble des travailleurs agricoles informels. Données sur l'égalité des sexes au Cameroun, OCHA, 23 octobre 2019.

⁵⁷ Entretiens de Crisis Group, responsables gouvernementaux, Limbe, Buea, Yaoundé, Bamenda, Douala, août 2020-avril 2021.

tionale des droits des femmes dans les régions anglophones en 2017. Depuis lors, les séparatistes ont imposé ce boycott par la violence).⁵⁸ Il est assez révélateur de constater qu'alors que le gouvernement a mis en place de nombreux organismes dans le cadre de sa réponse à la crise anglophone, le ministère n'est affilié à aucun d'entre eux.⁵⁹ Le ministère gère également des centres d'autonomisation des femmes dans les grandes villes, dont certains ont fourni des formations professionnelles et distribué de l'aide aux femmes des régions anglophones, mais seulement à petite échelle. Certaines femmes inscrites à un de ces centres ont déclaré qu'elles devaient payer environ 100 dollars pour s'inscrire à des formations, mais qu'elles avaient parfois du mal à trouver l'argent nécessaire.⁶⁰

Le ministère est officiellement responsable de la mise en œuvre du programme Femmes, paix et sécurité (FPS) créé dans le cadre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies et qui rend compte chaque année à la Commission des Nations unies de la condition de la femme. En 2017, le Cameroun a élaboré son premier plan d'action national FPS, qui devait entrer en vigueur entre 2018 et 2020. Le plan prévoyait de former 500 femmes à la médiation de conflits, de mettre un terme à l'impunité en cas de violences sexuelles et sexistes dans les conflits, d'éliminer toute violence de ce type et de mener un plaidoyer au sein du gouvernement pour la prévention des conflits. Rédigé quelques mois avant que la crise anglophone ne sombre dans la violence, le plan ne prenait pas vraiment en compte la possibilité d'un conflit armé dans les deux régions. Des dirigeantes ont constaté, lors d'un examen du plan en 2021, que le gouvernement n'avait pas fait grand-chose pour atteindre ses objectifs.⁶¹

Le Cameroun a également ratifié, en 1994, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, souvent citée par les fonctionnaires et militants au sujet des droits des femmes. Malgré le travail de la société civile pour faire pression en faveur de sa mise en œuvre dans la législation nationale, ce processus reste incomplet.⁶² Une loi de 2016 qui criminalise des pratiques telles que les mutilations génitales féminines et le « repassage des seins » (aplatir artificiellement les seins des filles pubères pour éviter le regard des hommes), a aggravé les peines pour viol et a proscrit le mariage des enfants, marquant ainsi un progrès significatif, du moins sur papier, mais peu d'éléments indiquent qu'elle soit véritablement appliquée.

⁵⁸ Le consortium a déclaré que le gouvernement ne s'intéressait pas aux souffrances des femmes, puisqu'il n'avait pas répondu aux allégations de viols et autres abus contre les femmes lors des manifestations dans les régions anglophones les années précédentes. « Consortium's Call for Ghost Towns Thwarts International Women's Day Celebrations in Southern Cameroons », Baretta News, 9 mars 2017 ; « International Women's Day na 'Black Friday' for woman dem for North West and South West Cameroon - SNWOT », BBC, 8 mars 2019. Le 8 mars 2018, une bombe a explosé pendant une cérémonie de la Journée des droits des femmes organisée par le gouvernement à Bamenda, tuant un soldat et en blessant huit autres. Les responsables ont attribué l'attaque à des séparatistes. « 8 injured In Bamenda Women's Day Attack », Cameroon News Agency, 8 mars 2020.

⁵⁹ Décret présidentiel numéro 2018/719, 30 novembre 2018.

⁶⁰ Entretien de Crisis Group, responsable d'un centre pour femmes, Sud-Ouest, août 2021.

⁶¹ Entretiens de Crisis Group, dirigeantes de la société civile, mars-avril 2021.

⁶² « Liste des questions et points relatifs au rapport unique valant quatrième et cinquième rapports périodiques du Cameroun », Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, CEDAW/C/CMR/Q/4-5, 2 août 2013.

En politique, les femmes luttent pour une représentation locale et nationale adéquate : les décideurs relèguent souvent leurs points de vue et leurs craintes à des discussions secondaires, parallèlement à celles des « jeunes ». Les femmes occupant des fonctions publiques restent l'exception à la plupart des niveaux de gouvernement, y compris aux postes de maires de conseils municipaux, de chefs de services administratifs, de gouverneurs et de présidents de conseils régionaux.⁶³ Dans les régions anglophones, le nombre de femmes maires, déjà faible avant le conflit, a encore diminué à mesure que la participation civique est devenue plus dangereuse. Aujourd'hui, seules quatre des 65 maires anglophones sont des femmes. La représentation des femmes au parlement est bien meilleure, puisqu'elles occupent 31 pour cent des sièges, mais son influence sur la politique nationale est limitée. Le parlement a, par exemple, refusé jusqu'à présent de débattre du conflit anglophone.

B. *Les rebelles*

Des femmes ont participé à l'insurrection pratiquement dès le début. La réponse des militants anglophones à la répression gouvernementale de 2017 – la formation de groupes armés – a largement reflété un sentiment transversal au sein de la communauté. Les hommes qui ont décidé de rejoindre les milices ont souvent été encouragés à le faire par les femmes.⁶⁴ La validation des mères a un poids culturel important dans les deux régions anglophones, et le mariage, l'amitié et les liens de parenté entre les hommes dans des rôles de combat et les femmes ont ancré le soutien à la révolte dans les communautés anglophones.⁶⁵ « Certaines femmes de l'arrière-pays ont déjà rejoint la cause séparatiste et considèrent les militaires officiels comme l'ennemi », a déclaré une personne interrogée. « C'est pour cette raison qu'elles encouragent délibérément leurs enfants et qu'elles sont fières qu'ils rejoignent les groupes armés non étatiques car elles considèrent [ces groupes] comme l'armée de leur nouveau pays ». ⁶⁶ A l'inverse, certains miliciens qui se sont retirés du combat l'ont fait à la demande de leur mère.⁶⁷

⁶³ Un seul des 58 départements administratifs du pays est dirigé par une femme, tandis que les dix gouverneurs régionaux ainsi que les dix présidents des conseils régionaux sont des hommes. Les femmes sont sous-représentées à la tête des institutions de l'Etat dans tout le pays, et leur représentation a probablement diminué dans les régions anglophones en raison du conflit. « Leadership féminin au Cameroun : Des reculades troublantes », Viviane Ondoua Biwolé, 2 mars 2021. Bien que le code électoral exige que les listes de partis des conseils locaux réservent 30 pour cent des postes aux femmes, seuls 11 pour cent, soit 39 des 360 conseils du pays, ont des femmes maires. « Women mayors: Moving towards better days », *Cameroon Tribune*, 5 août 2020 ; « List of women mayors in Cameroon », *Cameroon Tribune*, 6 août 2020. Les femmes sont à la tête de quatre des 65 conseils anglophones : le Nord-Ouest compte désormais une femme maire (contre trois avant le conflit) tandis que le Sud-Ouest compte trois femmes maires sur 34. « Cameroon – North West Region gets third female mayor », *Sisterspeak*23, 9 février 2016.

⁶⁴ Entretiens de Crisis Group, combattants séparatistes, dirigeantes, régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et du Littoral, août 2020-avril 2021.

⁶⁵ Entretiens de Crisis Group, cheffe communautaire dans le département de Ndian, femmes déplacées dans la région du Littoral, Douala, janvier-mars 2021.

⁶⁶ Entretien de Crisis Group, femme ayant perdu son emploi de bureau au cours de la crise et dont les deux frères ont été tués dans le conflit, l'un par des soldats et l'autre par des séparatistes, octobre 2020.

⁶⁷ *Ibid.*

Les femmes qui ont elles-mêmes rejoint la révolte évoquent un certain nombre de raisons qui les ont motivées. Certaines sont engagées politiquement dans le séparatisme. D'autres sont animées par la colère ou un désir de vengeance. Par exemple, après la répression brutale d'une manifestation contre les frais d'inscription à l'université de Buea en novembre 2016 par les forces de sécurité qui ont torturé et abusé sexuellement plusieurs étudiantes, au moins une des survivantes d'abus a rejoint la milice séparatiste des Red Dragons dans le Lebiam, dans la région du Sud-Ouest.⁶⁸ Dans un autre cas survenu dans la même province, une jeune fille de Kumba qui avait été témoin du meurtre de deux membres de sa famille et du viol d'une autre a pris les armes aux côtés des séparatistes.⁶⁹ D'autres rejoignent la cause sous la contrainte ou parce qu'elles considèrent que c'est leur seule chance de survie, notamment celles qui ont fui vers des zones sous contrôle séparatiste.

Les camps des milices séparatistes ne donnent qu'une indication approximative du nombre de femmes rebelles. Dans un camp près de la capitale régionale du Nord-Ouest, Bamenda, par exemple, on compte environ 175 femmes et filles sur une population totale de 700 personnes.⁷⁰ Dans d'autres camps, les femmes représenteraient environ 10 pour cent de la population.⁷¹ Mais les chiffres fluctuent probablement en raison de la fluidité du conflit et de l'évolution des besoins des milices.

Les femmes rebelles jouent des rôles très différents. Certaines sont directement engagées dans les combats.⁷² En règle générale, elles jouent plutôt un rôle de soutien, notamment dans la collecte de renseignements et la logistique, tandis que certaines sont forcées à cuisiner ou à soigner les combattants blessés dans les camps.⁷³ Les femmes de la diaspora exercent également une influence considérable : la milice séparatiste SOCADEF serait en partie contrôlée par une femme aux Etats-Unis.⁷⁴ Certaines militantes de la diaspora collectent des fonds pour la cause anglophone et pour les personnes déplacées qui ont besoin d'assistance au Cameroun et au Nigeria.⁷⁵

En novembre 2018, le gouvernement a lancé un programme de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) pour amadouer les militants et les éloigner de l'insurrection, mais si les deux centres de DDR qu'il a créés à Buea (Sud-Ouest) et à Bamenda (Nord-Ouest) accueillent tous les deux un petit nombre de femmes, aucun de ces établissements ne prévoit de dispositions particulières pour les besoins spéci-

⁶⁸ « Governor blames VC for rape, torture of students », *Cameroon Post*, 10 décembre 2016. Entretien de Crisis Group, militant séparatiste, Royaume-Uni, avril 2021. Certaines femmes du camp des milices séparatistes près de Bamenda disent qu'elles ont rejoint le mouvement pour se venger des atrocités commises par l'armée, comme les meurtres de membres de la famille et les incendies de villages. Entretien de Crisis Group, femme déplacée, combattant séparatiste, Bamenda, octobre 2020-avril 2021.

⁶⁹ Entretien de Crisis Group, fonctionnaire du gouvernement, Buea, mars 2021.

⁷⁰ Entretien de Crisis Group, militant, intervenant humanitaire, Bamenda, octobre-novembre 2020.

⁷¹ Entretien de Crisis Group, membre d'une milice séparatiste, intervenant humanitaire, Bamenda, octobre 2020.

⁷² Entretien de Crisis Group, soldat du Bataillon d'intervention rapide et gendarme, septembre-octobre 2020.

⁷³ Ibid.

⁷⁴ Entretien de Crisis Group, journaliste anglophone, Yaoundé, août 2020.

⁷⁵ Entretien de Crisis Group, responsable d'un groupe de femmes séparatistes basé aux Etats-Unis, février 2021 ; journaliste, Yaoundé, août 2020.

fiques des femmes. Les femmes représentent environ 9 pour cent des résidents du centre de Bamenda et moins de 5 pour cent à Buea.⁷⁶ Certaines femmes sont tombées enceintes et ont accouché pendant leur séjour. Le gouvernement est en train de construire un centre de DDR plus grand dans chacune des deux régions, mais il reste à voir si les nouveaux camps répondront aux besoins spécifiques des résidentes.

Il serait difficile d'identifier une raison unique pour expliquer cette lacune relative au genre dans les programmes de DDR, mais on constate une lacune semblable dans la composition de l'organe de supervision de ces programmes. Le conseil de direction du Comité national de DDR comprend des membres de quatorze ministères et d'une agence gouvernementale, la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme. Comme nous l'avons déjà mentionné, le ministère de la Promotion de la femme et de la famille, qui dirige la mise en œuvre du programme FPS du Cameroun, n'en fait pas partie.⁷⁷

C. Les femmes et l'activisme pacifique

Paradoxalement, alors que les autorités réduisaient au silence les grandes organisations de la société civile dirigées par des hommes dans les régions anglophones, rendant de plus en plus dangereux pour eux de critiquer le gouvernement ou de plaider pour la paix, l'espace de plaider des groupes de femmes s'est progressivement élargi, leur permettant de prospérer, du moins pendant un certain temps.⁷⁸ Les deux parties au conflit avaient tendance à considérer l'activisme des femmes comme politiquement non pertinent ; la perception patriarcale selon laquelle les femmes sont naturellement plus susceptibles de plaider pour la paix leur a permis de s'organiser sans être dérangées.⁷⁹ Dans certains cas, les femmes se sont inspirées des sociétés secrètes féminines traditionnelles (appelées *takumbeng* dans la région du Nord-Ouest) qui permettent aux femmes âgées d'humilier publiquement les dirigeants masculins considérés comme responsables d'injustices.⁸⁰

L'activisme pacifique des femmes a pris différentes formes et servi des objectifs variés depuis son apparition au début du conflit camerounais. Dans certains cas, les femmes ont mené des efforts de plaider pacifique en faveur de la sécession. Les femmes anglophones ont organisé leurs propres manifestations dans le cadre d'une campagne pro-sécession les 22 septembre et 1er octobre 2017 devant le siège de l'ONU à New York, dans des capitales étrangères comme Londres, Abuja, Pretoria, Ottawa et Bruxelles, et dans toutes les régions anglophones. Beaucoup ont utilisé des outils de protestation issus de la culture locale spécifique à leur genre, comme le *takum-*

⁷⁶ Entretiens de Crisis Group, personnel au service des centres de DDR, Buea et Bamenda, août 2021.

⁷⁷ Décret présidentiel no. 2018/719, 30 novembre 2018.

⁷⁸ Entretiens de Crisis Group, dirigeants de la société civile, Buea, janvier 2021.

⁷⁹ Entretiens de Crisis Group, dirigeants de la société civile, dirigeantes de groupes de femmes, Bamenda, février 2021.

⁸⁰ Le *takumbeng* s'est fait connaître lors des émeutes pro-démocratie au Cameroun dans les années 1990, lorsque les femmes ont pris part aux manifestations réclamant une conférence nationale en 1991 et ont formé un cordon autour de la maison du leader de l'opposition John Fru Ndi à Bamenda pour empêcher son arrestation à la suite d'un différend électoral en 1992.

beng.⁸¹ Des femmes dirigent des associations et des groupes de campagne anglophones en Europe et en Amérique du Nord.⁸²

Les groupes de femmes ont également joué un rôle modeste mais important dans la mobilisation des communautés pour contribuer à réduire la violence et à en atténuer les effets. Ils encouragent le dialogue intercommunautaire, accueillent les victimes, insistent pour que les propriétaires de petites entreprises acquièrent des compétences et assurent la liaison avec les églises et les groupes sociaux qui s'occupent de questions liées au genre, comme la santé reproductive.⁸³ Certains groupes de femmes offrent des espaces sécurisés où les femmes peuvent discuter de leurs expériences.⁸⁴

En outre, les femmes militantes se sont impliquées directement auprès du gouvernement, des dirigeants séparatistes et des missions diplomatiques pour sensibiliser aux souffrances infligées aux civils et plaider en faveur de mesures visant à les réduire. Lorsqu'un petit groupe de femmes leaders s'est rendu aux Etats-Unis en août 2018 pour demander aux séparatistes qui y vivent de mettre fin au boycott des écoles, leurs efforts ont contribué à un changement de politique qui a finalement conduit certaines écoles à rouvrir et les milices à organiser moins d'attaques contre les écoles restées ouvertes.⁸⁵

Des divisions existent également au sein des groupes de femmes, qui reflètent des clivages sociaux plus larges, lesquels influencent à leur tour les priorités des organisations, leur vision de ce que devrait être la paix et la manière dont elles formulent leurs demandes. Alors que les organisations de la société civile urbaine, qui en général connaissent bien le jargon des ONG occidentales, ont réussi à attirer l'attention du monde sur les souffrances des femmes, ces groupes sont souvent déconnectés des organisations de terrain qui bénéficient de beaucoup moins de visibilité dans les médias.⁸⁶ Or, ces organisations de base incluent des femmes rurales qui sont des personnes influentes dans les villages et les petites villes où opèrent les milices. Elles connaissent souvent personnellement les miliciens – certains sont leurs fils – et elles arrivent à persuader les combattants de ne pas harceler ou attaquer les civils. « Les femmes des communautés locales ont généralement un accès direct aux séparatistes armés », a déclaré à Crisis Group le responsable d'une initiative d'autonomisation des filles.⁸⁷ « Ces contacts sont extrêmement utiles. Les femmes des zones urbaines n'ont généralement pas ce genre d'accès ».

⁸¹ Jacqueline-Bethel Tchouta Mougoué, « Gender in Cameroon's anglophone crisis », Africa is a Country, 23 juin 2019.

⁸² Entretiens de Crisis Group, Yaah Maggie Kilo et d'autres dirigeantes anglophones dans le pays et à l'étranger, janvier-mai 2021.

⁸³ Entretiens de Crisis Group, dirigeantes, Etats-Unis et Cameroun, août 2020-avril 2021. Dans le département de Meme, par exemple, les femmes ont fourni des serviettes hygiéniques et des formations à la santé aux personnes déplacées dans la brousse.

⁸⁴ Ibid.

⁸⁵ En annonçant le changement de politique sur le boycott des écoles, les dirigeants séparatistes ont cité les préoccupations exprimées par les femmes. Ils ont autorisé les enfants à aller à l'école à la discrétion de leurs parents, tout en citant le risque que les élèves soient exposés à des violences. Entretien de Crisis Group, chercheur de l'Université de Buea, Buea, août 2020.

⁸⁶ Entretiens de Crisis Group, chercheur universitaire, personnel de l'ONU, Bamenda, octobre 2020-août 2021.

⁸⁷ Entretien de Crisis Group, dirigeante de la société civile, Buea, octobre 2020.

Les activistes ont également des points de vue différents sur la question de savoir si les groupes de femmes doivent défier le gouvernement ou essayer de coopérer avec lui et donc si leur action de terrain doit se limiter aux régions anglophones ou couvrir un périmètre plus large. Le groupe de plaidoyer le plus influent à ce jour est la South West and North West Women's Task Force (SNWOT), une coalition de plus de 30 petites ONG et associations dirigées par des femmes, fondée en juin 2018. La SNWOT a démarré ses activités en tant qu'organisation inclusive, en partant du principe que ses membres seraient politiquement tolérants.⁸⁸ Pourtant, la discorde s'est installée lorsqu'il s'est agi d'inclure des groupes de femmes francophones, que certains membres de la SNWOT ont accusés d'être trop proches de Yaoundé.

Les tensions au sein de la SNWOT ont engendré plusieurs scissions. Certaines femmes ont créé le Mouvement des femmes camerounaises pour la paix (CAWOPEM) en août 2019, qui entendait comprendre des femmes de l'ensemble des dix régions du Cameroun pour se distinguer de l'approche exclusivement anglophone de la SNWOT. En réalité, cependant, la principale activité du CAWOPEM reste focalisée sur les régions anglophones. Une autre scission s'est produite lorsque des militantes ont formé une nouvelle organisation basée uniquement dans le Sud-Ouest, invoquant la prédominance de la représentation du Nord-Ouest au sein de la SNWOT, et ravivant ainsi les rivalités intrarégionales qui minent fréquemment les mouvements anglophones. Un autre groupe, les Mères de la Nation, vise également à représenter les femmes de tout le pays. Lié à l'opposition politique dans la capitale, il est critique envers le gouvernement, mais attaché à l'unité nationale et donc opposé à la sécession.⁸⁹

Le clivage le plus marqué entre les femmes est celui qui sépare celles de la diaspora, dont beaucoup soutiennent ouvertement la sécession, de celles au Cameroun qui, inquiètes de l'illégalité des appels à la sécession, formulent leur plaidoyer en termes plus modérés. Ce clivage a donné lieu à des opinions divergentes sur la forme que devrait prendre la paix. Par exemple, la dirigeante de l'ONG Takumbeng Global, gérée par la diaspora, recherche la paix dans un cadre qui offre une patrie sécurisée aux femmes des deux régions anglophones et qui éloigne les soldats camerounais des positions où ils peuvent infliger des violences aux femmes. La position du groupe est donc plus proche du séparatisme. Le CAWOPEM, quant à lui, cherche à défendre les droits de toutes les femmes camerounaises vivant dans des situations de conflit et ne prend pas position sur la question anglophone. En juillet 2021, plusieurs groupes de femmes ont organisé une conférence nationale pour la paix, réunissant plus de mille femmes à Yaoundé. La conférence a appelé à la participation des femmes à la résolution des conflits, sans spécifier le conflit anglophone comme domaine d'intervention, pour préserver les relations avec le gouvernement.⁹⁰

L'activisme des femmes a fait l'objet de nombreuses menaces. Comme nous l'avons déjà expliqué, alors que les femmes disposaient au départ d'une plus grande latitude pour militer que leurs homologues masculins de la société civile, cette latitude s'est réduite. Au fur et à mesure que les militantes jouaient un rôle de plus en plus prépondérant, elles ont fait l'objet de critiques et d'intimidations. Lorsque les femmes ont commencé à s'affirmer comme de véritables militantes indépendantes, les par-

⁸⁸ Entretiens de Crisis Group, dirigeantes, août 2020-avril 2021.

⁸⁹ Entretien de Crisis Group, dirigeante politique, Kah Walla, Douala, janvier 2021.

⁹⁰ Voir le site de la Convention nationale des femmes pour la paix au Cameroun.

ties au conflit sont devenues plus hostiles à leurs campagnes. Alors que la SNWOT publiait des déclarations accusant les forces de sécurité de tuer des civils et critiquant le refus du gouvernement de communiquer avec les séparatistes, des représentants du gouvernement ont traité ses membres de « mères de séparatistes » lors d'un événement à Bamenda en septembre 2018.⁹¹ Lors d'un autre incident en mai 2019, la police a tenté d'arrêter des femmes qui, après avoir rejoint une foule apparemment payée pour applaudir et manifester son soutien, avaient exigé de rencontrer le Premier ministre Joseph Dion Ngute afin de faire pression en faveur d'un cessez-le-feu et de pourparlers.⁹²

En 2019, les femmes de la SNWOT se sont également insurgées contre les enlèvements, les incendies d'écoles, les couvre-feux et les meurtres de femmes par les séparatistes.⁹³ Les séparatistes ont répondu en menaçant de les kidnapper ou de les tuer.⁹⁴ Plus récemment, les séparatistes ainsi que d'autres individus non identifiés ont utilisé des plateformes en ligne pour menacer des dirigeantes et des militants qui font entendre leur voix sur les violations des droits humains.⁹⁵

Pourtant, la SNWOT a continué à faire entendre sa voix. En octobre 2020, après que des hommes armés ont massacré huit écoliers à Kumba et blessé treize autres, la SNWOT a accusé à la fois le gouvernement et les séparatistes de laisser le conflit s'embourber en prononçant la déclaration suivante :

Nous subissons les excès de vos actions depuis plus de quatre ans maintenant. Nous vous avons demandé à plusieurs reprises de faire preuve de considération et de sens des responsabilités envers les femmes et les enfants. Vous avez prononcé plusieurs discours tonitruants sur votre engagement à protéger les femmes et les enfants, mais ils continuent d'être massacrés dans des circonstances épouvantables. Vos voix restent silencieuses et vos actions ne font qu'aggraver la douleur et la souffrance sur le terrain plutôt que de les atténuer.⁹⁶

Même compte tenu des progrès réalisés par les militants de la paix pour se tailler une place dans le débat anglophone, les groupes de femmes actifs au Cameroun ont également été critiqués pour avoir limité leurs déclarations aux appels à la paix. Presque tous les groupes de femmes évitent les questions épineuses telles que les réformes de la structure étatique du pays, que la plupart des anglophones perçoivent comme la cause du conflit. Les femmes redoutent en effet, à juste titre, d'être arrêtées ou intimidées. Parallèlement, certaines observatrices trouvent leurs déclarations trop prudentes, arguant que les groupes de femmes ont peur de s'affranchir publi-

⁹¹ Ibid.

⁹² Ibid.

⁹³ Entretiens de Crisis Group, dirigeantes, août 2020-avril 2021.

⁹⁴ Ibid.

⁹⁵ Certains des activistes qui ont été menacés sont Felix Agbor Nkongho, Esther Omam, Frida Baiye, Simon Munzu, Sally Mboumien et Legenju Vitalise. Entretiens de Crisis Group, dirigeants de la société civile, janvier 2022.

⁹⁶ Déclaration de la SNWOT sur le massacre de l'école de Kumba, 24 octobre 2020. Le 7 septembre 2021, un tribunal militaire de Buea a condamné à mort par peloton d'exécution quatre hommes accusés de ces meurtres. « Cameroun : quatre personnes condamnées à mort pour le massacre à l'école de Kumba », *Journal du Cameroun*, 8 septembre 2021.

quement des normes patriarcales de la société.⁹⁷ Elles affirment, par conséquent, que le plaidoyer des femmes a un impact limité et qui ne fait que s'éroder avec le temps.⁹⁸ Pour leur part, certains hommes camerounais remettent en question la nécessité de la présence des femmes dans les discussions « d'homme à homme ».⁹⁹

Dans ce contexte, les militantes camerounaises se retrouvent coincées entre des attentes et des critiques contradictoires – certains disent qu'elles en font trop et d'autres qu'elles n'en font pas assez. L'activisme décrit plus haut ne s'est guère traduit par l'inclusion significative de femmes de différents milieux dans les efforts nationaux (qui ont été rares) visant à atténuer les effets du conflit ou à planifier un règlement et un relèvement pacifiques. Dans les rares cas où le gouvernement a inclus des femmes, il n'a permis à personne d'autre que celles qui le soutenaient de s'exprimer et a tenté d'intimider celles qui avaient d'autres opinions pour qu'elles n'expriment pas d'avis contraire.¹⁰⁰

Lors du dialogue national de 2019, l'absence d'approche inclusive a été flagrante. Le dialogue a en grande partie ignoré les questions de genre (bien que des femmes affiliées au gouvernement aient dirigé deux des huit commissions du dialogue) et, comme indiqué plus haut, a inclus très peu de délégués ayant un lien quelconque avec les mouvements populaires anglophones. Le dialogue a débouché sur 39 recommandations principales, dont aucune n'aborde directement les craintes spécifiques des femmes dans un avenir post-conflit.¹⁰¹ « Le gouvernement se sert du plaidoyer des femmes pour gagner la sympathie du public et de la communauté internationale, mais ne prend aucune mesure concrète, ne les consulte pas pour définir sa politique et ne tient pas compte de leurs besoins », a déclaré une militante.¹⁰² En mars 2020, le président Biya a attribué une place à une femme anglophone dans le comité de dix-neuf personnes chargé du suivi des recommandations, mais son gouvernement n'a pas fait preuve d'une plus grande volonté d'impliquer des activistes prônant l'égalité entre les sexes.¹⁰³

Du 29 octobre au 1er novembre 2021, les dirigeants et les parties prenantes d'environ 30 groupes du sud du Cameroun, comprenant des mouvements armés, ainsi que des organisations de la société civile, humanitaires, politiques et confessionnelles, se sont réunis à Toronto, au Canada, pour un séminaire.¹⁰⁴ Pour la première

⁹⁷ Entretien de Crisis Group, chercheuse sur les questions de genre, Douala, février 2021.

⁹⁸ Ibid. Cette conclusion semble toutefois pour le moins prématurée, surtout si l'on considère que de nombreuses femmes adoptent délibérément un ton modéré pour se protéger et protéger leur famille, et qu'elles peuvent avoir l'impression de pouvoir parler plus librement si et quand les séparatistes et le gouvernement avancent vers des pourparlers de paix.

⁹⁹ L'expression « d'homme à homme » au Cameroun est utilisée pour désigner des questions sérieuses entre égaux. Certains hommes l'utilisent pour tenter de justifier leur position selon laquelle les femmes ne devraient pas être impliquées dans d'éventuelles négociations de paix. Entretiens de Crisis Group, membres de milices, Bamenda, octobre 2020.

¹⁰⁰ Entretiens de Crisis Group, dirigeants de la société civile, chercheur, Buea, Douala, août 2020-avril 2021.

¹⁰¹ « Recommandations du grand dialogue national », site web du dialogue national.

¹⁰² Entretien de Crisis Group, membre senior de la SNWOT, Yaoundé, septembre 2020.

¹⁰³ « Décret portant création d'un Comité de suivi de la mise en œuvre des résolutions du Grand Dialogue National », Présidence de la République du Cameroun, 23 mars 2020.

¹⁰⁴ Le séminaire était organisé par Coalition for Dialogue, un groupe autofinancé de ressortissants anglophones basés en Amérique du Nord. Entretien de Crisis Group, Judith Nwana, janvier 2022.

fois, les femmes ont largement participé. Une douzaine de femmes déléguées ont publié une déclaration séparée approuvant la déclaration faite à l'issue du séminaire, se sont engagées à soutenir un éventuel dialogue et ont invité à soutenir la participation des femmes aux initiatives de paix par des financements et des formations. L'événement de Toronto a été significatif dans la mesure où, outre le niveau de participation des femmes, il s'agit du seul événement qui ait réuni un éventail aussi large de groupes aux opinions divergentes depuis le début du conflit.

IV. L'impact du conflit sur les femmes

A. *L'impact des déplacements provoqués par le conflit*

Le plus gros impact du conflit sur les femmes est le déplacement. Les femmes et les enfants représentent 60 pour cent des presque 573 900 Camerounais déplacés par le conflit anglophone et beaucoup ont été séparés des membres de leur famille et risquent d'être victimes d'abus.¹⁰⁵ Les autorités camerounaises ont rejeté plusieurs demandes des Nations unies et d'ONG proposant de construire des camps de déplacés où les personnes vulnérables pourraient être mieux prises en charge.¹⁰⁶ Elles craignaient que de tels camps ne sapent le discours officiel selon lequel la vie dans les régions anglophones revenait à la normale.¹⁰⁷ Les femmes sont donc contraintes à chercher refuge chez des parents ou d'autres hôtes, qui ne les hébergent souvent pas longtemps. A chaque nouveau déplacement, elles doivent renégocier les conditions de leur séjour, ainsi que leur sécurité personnelle, généralement avec des hommes qui contrôlent les options d'hébergement, les modes de transport ou l'accès aux campements en brousse informels, et elles sont donc d'autant plus exposées aux risques d'exploitation financière et sexuelle.¹⁰⁸

Celles qui n'ont pas de papiers d'identité sont confrontées à des pressions supplémentaires. Le harcèlement aux points de contrôle qui était déjà monnaie courante avant le conflit est encore plus fréquent aujourd'hui, obligeant parfois les femmes à négocier le passage contre des relations sexuelles.¹⁰⁹ D'autre part, les femmes déplacées qui n'ont pas de carte d'identité ont du mal à trouver de nouveaux moyens de subsistance ailleurs. Elles ne peuvent ni trouver d'emploi, ni ouvrir un compte en banque, ni monter une entreprise ou se marier – et celles qui souhaitent quitter le pays sont confrontées à des difficultés majeures.¹¹⁰ Les enfants qui n'ont pas d'acte de naissance ou de documents scolaires ne sont souvent pas en mesure de s'inscrire dans de nouvelles écoles, et les rares qui sont acceptés sous condition sont exclus des inscriptions aux examens. Certaines organisations humanitaires ont identifié à juste titre le manque de documents d'identité comme un problème majeur et s'efforcent d'obtenir du gouvernement qu'il délivre de nouveaux papiers à ceux qui les ont per-

¹⁰⁵ De nombreuses personnes déplacées disent ne pas avoir eu de nouvelles de leurs conjoints ou de leurs enfants depuis 2018. Souvent, ils ne savent pas si les membres de leur famille sont morts ou ont trouvé refuge dans la forêt ou ailleurs. Cette incertitude est une source de traumatisme durable. Entretiens de Crisis Group, anglophones déplacés, Limbe, Yaoundé, Douala, Bamenda, août 2020-mars 2021.

¹⁰⁶ Entretiens de Crisis Group, fonctionnaire de l'ONU et personnel d'ONG, Sud-Ouest, août-septembre 2020 et janvier 2021. « Cameroonian Anglophone: The ordeal of Cameroonian Anglophone "nomadic IDPs" », Data Cameroun, 5 février 2020; Aminkeng et Alondi, « The Anglophone Crisis in Cameroon », op. cit., p. 16.

¹⁰⁷ Entretien de Crisis Group, ministre, mars 2021, Yaoundé. Le gouvernement a fourni des fournitures comme des matelas, mais pas dans les camps officiels.

¹⁰⁸ Entretiens de Crisis Group, femmes dans les camps des milices séparatistes, personnes déplacées, régions anglophones, régions du Littoral et du Centre, août 2020-mars 2021.

¹⁰⁹ Entretiens de Crisis Group, femmes survivantes, divers endroits dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et du Littoral, octobre 2020-février 2021.

¹¹⁰ Entretiens de Crisis Group, personnes déplacées, Sud-Ouest, Littoral, Nord-Ouest, août 2020-mars 2021.

dus.¹¹¹ Toutefois, compte tenu de l'ampleur des perturbations et des faiblesses institutionnelles du Cameroun, une intervention plus concertée est nécessaire pour aider les milliers d'anglophones piégés dans le processus laborieux qui consiste à tenter de faire valoir leurs droits civiques.

La crise provoquée par les déplacements entraîne également d'autres formes d'abus. Les enfants, en particulier les filles, sont de plus en plus exposés au risque d'exploitation.¹¹² Il est prouvé que les enfants déplacés sont forcés à travailler et exposés à des abus sexuels, tant dans les régions francophones que dans les pays voisins.¹¹³ En février 2021, par exemple, les gendarmes ont arrêté deux trafiquants présumés à Limbe alors qu'ils voyageaient avec 26 enfants provenant d'une zone de conflit dans le Sud-Ouest. Les enfants devaient, semble-t-il, travailler comme domestiques au Cameroun francophone.¹¹⁴ Le conflit n'est d'ailleurs pas le seul moteur de la traite d'enfants au Cameroun puisqu'il était déjà répandu avant 2017. Mais la guerre a aggravé la situation.¹¹⁵

B. *Impacts du conflit sur les moyens de subsistance*

Le conflit a perturbé la vie et les moyens de subsistance des femmes à plusieurs niveaux. La crainte des attaques a forcé la plupart des communautés des régions anglophones à cesser d'organiser des rassemblements sociaux et des réunions de développement, qui permettaient auparavant de résoudre les conflits et de mettre en commun les tâches agricoles.¹¹⁶ Alors qu'elles constituent la majorité de la main-d'œuvre agricole, de nombreuses femmes ont perdu l'accès aux terres.¹¹⁷ La fermeture des marchés locaux et des institutions de microfinance a sapé encore plus leurs moyens de subsistance.¹¹⁸ Beaucoup d'entre elles déclarent ainsi qu'elles ne sont pas en mesure de payer les frais de scolarité de leurs enfants.¹¹⁹ En outre, de nombreuses femmes influentes, telles que des conseillères municipales et des membres du par-

¹¹¹ Les responsables de la sécurité ont harcelé et empêché le personnel des ONG de récupérer des documents, ce qui suggère soit des malentendus sur ce qui est nécessaire pour faciliter le processus, soit une obstruction délibérée. Entretiens de Crisis Group, personnes déplacées, responsables de l'aide, région du Sud-Ouest, août-septembre 2020 et février 2021.

¹¹² Entretiens de Crisis Group, responsable des services sociaux, Limbe, septembre 2020 ; représentant de la société civile et hôte de personnes déplacées, Bamenda, octobre 2020.

¹¹³ Les autorités camerounaises ont déclaré avoir démantelé un réseau de traite d'enfants qui s'étend au Nigeria, au Gabon, à la Guinée équatoriale et au Tchad au cours de l'année 2020. « Cameroonian rights groups helping children rescued from traffickers », VOA, 14 mars 2021.

¹¹⁴ « Consequences of Anglophone crisis: Women detained for allegedly trafficking 26 children », *The Post*, 5 mars 2021.

¹¹⁵ En 2021, les Etats-Unis ont placé le Cameroun sur leur liste de surveillance de niveau 2, qui mesure la conformité aux normes internationales de lutte contre la traite des êtres humains. « Rapport 2020 sur la traite des personnes : Cameroon », Département d'Etat américain, 16 juin 2020.

¹¹⁶ Entretiens de Crisis Group, femmes, responsables d'ONG, combattants séparatistes, régions anglophones, août 2020-mars 2021.

¹¹⁷ Entretien de Crisis Group, militant de la société civile et hôte de personnes déplacées, Bamenda, novembre 2020.

¹¹⁸ Entretiens de Crisis Group, femmes travaillant pour des ONG, régions anglophones, août 2020-mars 2021.

¹¹⁹ Entretiens de Crisis Group, femmes déplacées dans les régions francophones du Centre et du Littoral, janvier-mars 2021.

lement, ont fui les zones anglophones, ce qui affaiblit encore davantage la position de celles qui restent sur place. La perte généralisée des moyens de subsistance dans les régions anglophones a dressé de nouveaux obstacles à l'éducation des filles. Les parents qui ont du mal à joindre les deux bouts préfèrent envoyer leurs fils à l'école, laissant les filles à la maison pour aider aux tâches ménagères ou au petit commerce.¹²⁰

De nombreuses femmes anglophones ne peuvent compter que sur elles-mêmes.¹²¹ Certaines ont trouvé un nouvel emploi, par exemple en travaillant comme domestiques au Cameroun francophone. D'autres ont lancé de petits commerces. « La crise les a poussées à sortir de leur zone de confort pour s'engager dans des activités qui font vivre le couple et le foyer », explique une dirigeante. « Certaines femmes sont devenues les seuls soutiens de famille ». ¹²² L'aide est insuffisante. De nombreuses victimes du conflit ne reçoivent aucune assistance. Celles qui en bénéficient ne reçoivent généralement que des kits d'hygiène menstruelle et des distributions irrégulières de nourriture ou d'argent, mais elles restent sans abri. « L'aide humanitaire ne fait pas grand-chose pour les communautés touchées », déclare Violet Fokum, directrice d'une ONG de défense des droits humains dans la région.¹²³ « Les femmes ont besoin de compétences et de revenus pour elles-mêmes et pour leurs enfants ».

L'exploitation sexuelle, les abus et la traite des filles ont tous pris de l'ampleur. Alors que la crise s'est aggravée en 2018, la ville de Douala a connu un afflux de travailleuses du sexe en provenance des régions anglophones. De nombreuses adolescentes sont victimes d'abus dans les réseaux de prostitution de Douala, Yaoundé et d'autres villes francophones.¹²⁴ Le personnel de santé rapporte que la prostitution est souvent le seul moyen de survie pour les femmes qui n'ont pas d'autre option pour nourrir leur famille. « Les femmes souffrent d'exploitation sexuelle car elles sont nombreuses, au sein des foyers d'accueil ou des centres de déplacés, à échanger des rapports sexuels contre des faveurs et des repas quotidiens », déclare une sage-femme dans l'une des régions anglophones.¹²⁵ Avec la diminution des ressources consacrées à la santé reproductive dans les villes où les personnes déplacées se sont installées, les cas de grossesses non désirées et d'infections sexuellement transmissibles augmentent également.¹²⁶

Alors que, globalement, les femmes sont écartelées entre la nécessité de plus en plus pressante de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille et les options de plus en plus limitées pour le faire en sécurité, cette situation leur a permis d'assumer certains rôles traditionnellement dévolus aux hommes. Les hommes des régions anglophones étant de plus en plus prudents lorsqu'ils sortent en public, les femmes sont désormais souvent plus nombreuses que les hommes dans les projets de forma-

¹²⁰ « Humanitarian Needs Overview – Cameroon », OCHA, mars 2021.

¹²¹ Entretiens de Crisis Group, femmes déplacées, personnel de santé, personnel humanitaire, régions Nord-Ouest, Sud-Ouest, Littoral et Centre, août 2020-avril 2021.

¹²² Entretien de Crisis Group, leader des femmes catholiques, octobre 2020.

¹²³ Entretien de Crisis Group, Buea, octobre 2020. Violet Fokum est la directrice du Centre pour les droits humains et la démocratie en Afrique.

¹²⁴ « Cameroun : la prostitution, dernier recours des déplacés anglophones », Camerounweb, 21 avril 2021 ; « Récit d'une déplacée anglophone : "Parfois je couche avec dix hommes et la plupart refuse la protection" », Le Bled Parle, 18 mars 2020.

¹²⁵ Entretien de Crisis Group, sage-femme dans un hôpital, Bamenda, novembre 2020.

¹²⁶ Entretiens de Crisis Group, infirmière, médecin, Bamenda, octobre 2020 et janvier 2021.

tion professionnelle et lors d'événements publics.¹²⁷ Les femmes accomplissent également des rites funéraires, une pratique auparavant réservée aux hommes.¹²⁸ A Belo, dans le Nord-Ouest, par exemple, les femmes âgées ont commencé à creuser des tombes et à enterrer les morts.¹²⁹

C. *Conflits et violence basés sur le genre*

Le Cameroun connaissait déjà des niveaux élevés de violences sexuelles avant 2017.¹³⁰ Le conflit a rendu les femmes et les filles des régions anglophones encore plus vulnérables à la coercition. Les opérations « villes mortes », les bouclages et les couvre-feux ont non seulement augmenté le risque de violences domestiques ou sexuelles, mais ont également privé les femmes de l'accès à une aide médicale.¹³¹ Celles qui n'ont d'autre choix que de s'aventurer à l'extérieur malgré les restrictions risquent d'être maltraitées par les forces de sécurité ou les milices aux points de contrôle.¹³² Certaines femmes, par exemple, ont déclaré avoir été contraintes d'avoir des relations sexuelles avec des hommes armés aux points de contrôle pendant les couvre-feux nocturnes dans la région du Nord-Ouest en 2018 et 2019.¹³³ Au moins un commandant séparatiste aurait récupéré des femmes comme butin de guerre, les forçant ensuite à l'épouser.¹³⁴

La stigmatisation liée aux abus sexuels et le manque de personnel humanitaire compliquent l'évaluation de la prévalence de la violence basée sur le genre dans les régions anglophones. La police n'est pas vraiment équipée pour documenter les cas d'abus sexuels et les données officielles, en particulier dans les zones rurales, sont peu fiables ou inexistantes. La plupart des cas rapportés proviennent des centres urbains. L'ONU a enregistré 4 300 cas de violences sexuelles et sexistes dans les régions anglophones entre février et décembre 2020. Près de la moitié de ces incidents concernaient des viols ou des agressions sexuelles, 30 pour cent des victimes étant des enfants.¹³⁵ Même si les données sont incomplètes dans de nombreux districts, les survivantes étant réticentes à signaler les viols en raison de la stigmatisation, ces

¹²⁷ Entretiens de Crisis Group, personnel humanitaire, Yaoundé, février 2021 ; journaliste, Bamenda, octobre 2020. Observations de Crisis Group sur les activités humanitaires à Buea et Mbanga, janvier-avril 2021.

¹²⁸ Entretien de Crisis Group, chercheur, Buea, août 2020.

¹²⁹ « They are digging graves to bury their relatives », BBC, 20 July 2018.

¹³⁰ Selon une étude de 2011, 45 pour cent des femmes ont subi une forme de violence basée sur le genre. Parmi les femmes mariées ou vivant avec un partenaire, 20 pour cent ont déclaré avoir subi des violences sexuelles. « Cameroun : information sur la violence conjugale, y compris sur les lois ; protection offerte par l'Etat et services de soutien à la disposition des victimes (2014-2016) », HCR/Refworld, 21 avril 2016.

¹³¹ « Cameroun : "Les cas de viol se multiplient en zone anglophone" », *Jeune Afrique*, 5 juin 2019.

¹³² « Anglophone crisis : Defence Minister don promise for punish soldier weh e rape ngondere », BBC, 18 juillet 2018 ; « When protector becomes perpetrator: The rape in Bamenda that shocked the nation », *Le Gideon Magazine*, 7 août 2018.

¹³³ Entretiens de Crisis Group, coordinatrice de la Fondation Ayah, membres de la SNWOT, août 2020-mars 2021. Voir aussi « Women and children bear the brunt of Cameroon's conflict », *Equal Times*, 3 décembre 2018.

¹³⁴ Entretiens de Crisis Group, victimes du conflit, région du Littoral, janvier 2021.

¹³⁵ « Sexual violence pervasive in Cameroon's Anglophone regions », Al Jazeera, 21 avril 2021.

chiffres sont marquants. En 2019, l'ONU a enregistré 1 065 cas de violence contre les femmes dans les régions anglophones, dont environ un tiers étaient des viols ou des agressions sexuelles.¹³⁶

Il n'existe aucun doute sur le fait que les viols sont monnaie courante. Les combattants des deux camps utiliseraient le viol comme outil pour punir et nuire aux communautés. Les allégations selon lesquelles des soldats et des séparatistes auraient violé des femmes lors de raids, parfois en présence de membres de leur famille, sont très répandues.¹³⁷ L'incident le plus grave à avoir été signalé s'est produit lorsque des soldats ont pris d'assaut le village d'Ebam, dans le département de la Manyu, dans le Sud-Ouest, le 1er mars 2020. Selon des rapports relatifs aux droits humains, ils ont rassemblé les membres de 75 ménages et ont violé systématiquement plus de vingt femmes.¹³⁸ Les responsables de la défense ont bien confirmé le raid, mais ils ont contesté la culpabilité des soldats pour les viols.¹³⁹ Cependant, certaines survivantes se sont avérées être enceintes ou avoir contracté des maladies sexuellement transmissibles lorsque le personnel humanitaire a finalement pu les examiner deux mois plus tard.¹⁴⁰

Les hommes armés sont parfois la seule source de nourriture et de protection pour les femmes.¹⁴¹ Mais toute interaction avec les protagonistes du conflit peut s'avérer dangereuse. Les combattants des deux camps ont tendance à considérer les femmes comme une source d'informations sur l'ennemi ou, pire, comme des espions.¹⁴² Dans les zones disputées par les forces gouvernementales et les séparatistes, des femmes se sont empêtrées dans des relations avec des hommes des deux camps, ce qui a parfois conduit à leur assassinat.¹⁴³ En août 2020, des séparatistes ont tué trois femmes à Bamenda et Muyuka après les avoir accusées d'espionnage parce qu'elles auraient eu des relations sexuelles avec des soldats. Lors d'un autre incident, en août 2021, des séparatistes se sont filmés en train de torturer une jeune femme parce qu'elle sortait avec un soldat, en la battant alors même qu'elle avait déclaré que son petit ami et ses amis l'avaient violée lorsqu'elle leur avait livré de la nourriture.¹⁴⁴

Les victimes de violences basées sur le genre ont du mal à bénéficier de soins médicaux. Le conflit a affecté toutes les formes de transport, tandis que des installations médicales ont été détruites ou attaquées. Des hommes armés non identifiés ont brûlé des services d'un hôpital à Kumba (février 2019) et endommagé des installations

¹³⁶ Ibid.

¹³⁷ Entretien de Crisis Group, personnes déplacées, juge, soldat, femmes leaders, régions anglophones, août 2020-avril 2021.

¹³⁸ « Cameroon: Survivors of Military Assault Await Justice », Human Rights Watch, 26 février 2021.

¹³⁹ « Cameroon: Army denies Ebam rights violations, accuses HRW of malicious goals », Mimi Mefo Info, 10 mars 2021.

¹⁴⁰ Entretien de Crisis Group, responsable humanitaire, Buea, janvier 2021.

¹⁴¹ Entretien de Crisis Group, femmes déplacées, région du Littoral, janvier 2021 ; dirigeant d'ONG, Buea, janvier 2021.

¹⁴² Entretien de Crisis Group, soldat, combattant séparatiste, Bamenda, octobre-novembre 2020.

¹⁴³ Entretien de Crisis Group, soldat, combattant séparatiste, Bamenda, octobre-novembre 2020 ; journaliste, Yaoundé, août 2020. « Anglophone crisis: Who bi de dancing lady weh separatists "kill" for Cameroon », BBC, 6 août 2020; « Muyuka killing: "De way deh kill wa sista na laik animal, na yi di increase wa pain" – Afiri Comfort family », BBC, 17 août 2020.

¹⁴⁴ Entretien de Crisis Group, parents de survivants, divers endroits, septembre 2021.

médicales à Muyuka (mars 2019), à Tole et à Buea (octobre 2019) ainsi qu'à Kikaikelaki (mars 2021). Des soldats ont fait irruption dans des hôpitaux à la recherche de séparatistes se faisant soigner, attaquant le personnel médical et les patients.¹⁴⁵ De leur côté, les séparatistes ont enlevé du personnel médical et l'ont forcé à fournir des soins vitaux. Cette situation a incité de nombreux médecins et infirmiers à fuir vers les grandes villes ou à quitter les zones de conflit.¹⁴⁶

¹⁴⁵ « Le personnel médical pris pour cible dans les régions anglophones du Cameroun », Deutsche Welle, 17 août 2018. Au début, ces attaques étaient aveugles, mais maintenant elles sont souvent intentionnelles. Les combattants attaquent ou occupent délibérément les hôpitaux, empêchent les ambulances d'atteindre les personnes ayant besoin de soins, et menacent, enlèvent et maltraitent le personnel médical. « Cinq choses à savoir sur les violences dans le nord-ouest et le sud-ouest du Cameroun », MSF, 23 mai 2019.

¹⁴⁶ Entretien de Crisis Group, personnel médical, Bamenda, janvier 2021.

V. Que faire aujourd'hui ?

La désescalade et les pourparlers de paix inclusifs entre le gouvernement, les séparatistes et les autres groupes anglophones sont la clé d'une résolution politique durable du conflit anglophone.¹⁴⁷ Les bailleurs de fonds partagent d'ailleurs ce point de vue et c'est pour cette raison qu'ils hésitent à financer la reconstruction en l'absence de progrès tangibles vers la consolidation de la paix, craignant que leurs contributions aient peu d'impact. Alors même que le gouvernement cherche à présenter son programme de relance économique comme un effort de reconstruction – et donc comme un élément de son discours annonçant la fin du conflit – de nombreux bailleurs de fonds considèrent qu'une telle formulation est prématurée. Les diplomates et le personnel humanitaire au Cameroun disent que leurs capitales hésitent à mettre des fonds à disposition tant que la violence continue.¹⁴⁸ Mais même si les perspectives immédiates de négociations entre le gouvernement et les séparatistes sont minimes, les bailleurs de fonds, Yaoundé et d'autres acteurs peuvent prendre des mesures significatives pour contribuer à remédier aux préjudices spécifiques que subissent les femmes dans le conflit. Ils peuvent offrir une aide aux femmes déplacées, s'efforcer d'endiguer et d'atténuer l'impact de la violence basée sur le genre, encourager le leadership des femmes et leur participation à l'activisme pacifique, et préparer les femmes pour qu'elles soient largement représentées dans le processus de paix le moment venu.

A. Réduire les difficultés de déplacement

Une action urgente est nécessaire pour soulager la détresse des femmes dans les zones de conflit anglophones, en particulier celles qui ont fui leur foyer. Dans un premier temps, il est essentiel que les forces de sécurité et les séparatistes accordent au personnel humanitaire un accès illimité aux deux régions et leur permettent d'accomplir librement leur travail. D'autre part, le gouvernement et les bailleurs de fonds doivent donner la priorité aux étapes décrites dans la suite du texte.

Le gouvernement devrait réémettre des documents d'état civil, qu'il s'agisse d'actes de naissance, de cartes d'identité ou de certificats scolaires, pour les personnes déplacées qui ne sont plus en possession de ces documents importants. Obtenir ces documents est un processus long, compliqué et particulièrement contraignant pour les femmes cheffes de famille. Dans le cadre du plan de reconstruction et de relance du gouvernement, le Programme des Nations unies pour le développement s'est fixé comme objectif d'aider le gouvernement à réémettre 30 000 documents d'ici 2021. C'est un bon début, mais insuffisant pour répondre aux besoins de toutes celles et ceux qui ont été déplacés et ont perdu leurs papiers. Compte tenu de l'ampleur du problème, le gouvernement et les partenaires internationaux devraient mettre en place un guichet unique qui délivre des papiers d'identité dans les villes qui accueillent un grand nombre de personnes déplacées. Cela permettrait non seulement aux personnes déplacées de reprendre une vie plus normale et d'éviter le harcèlement

¹⁴⁷ Rapport de Crisis Group, *Cameroon's Anglophone Crisis: How to Get to Talks?*, op. cit.

¹⁴⁸ Entretiens de Crisis Group, fonctionnaires des bailleurs de fonds et diplomates, Yaoundé, décembre 2020, février 2021 et mai 2021.

aux postes de contrôle, mais pourrait également contribuer à atténuer le ressentiment de nombreux anglophones vis-à-vis de Yaoundé. Ces guichets uniques devraient également permettre aux résidents des régions anglophones de déclarer les naissances et les mariages.

Le gouvernement et les bailleurs de fonds devraient également travailler ensemble pour évaluer les besoins des familles déplacées en matière d'éducation, notamment celles avec des femmes cheffes de famille, et élaborer une réponse adéquate. Celle-ci impliquera très probablement le renforcement de l'offre éducative en rénovant les écoles et les centres de formation professionnelle situés en dehors des zones actives de conflit, en recrutant des enseignants et en facilitant l'accès des enfants déplacés, y compris de ceux qui n'ont pas de papiers d'état civil. De leur côté, les séparatistes devraient mettre un terme définitif à leurs attaques contre les écoles et les enseignants, et suspendre sine die les boycotts scolaires.

D'autre part, le gouvernement et les bailleurs de fonds doivent tenir compte de l'impact économique du conflit sur les femmes. Le conflit a perturbé les structures de base telles que les réseaux de crédit, supprimant l'accès à l'argent liquide. Les bailleurs de fonds et le gouvernement pourraient soit remplacer ces mécanismes en fournissant une aide financière directe aux femmes cheffes de famille déplacées, soit offrir un soutien pour aider à la réouverture de ces structures. Le gouvernement devrait également veiller à l'égalité des sexes dans l'attribution des 1 000 hectares de terres agricoles qu'il a réservées aux personnes déplacées, en accompagnant la distribution des terres d'une formation aux techniques agricoles ou commerciales.

B. Atténuer l'impact de la violence basée sur le genre

Compte tenu du taux alarmant de violence sexuelle dans les régions anglophones, le gouvernement et les bailleurs de fonds devraient s'efforcer d'améliorer les soins médicaux pour les survivants de viols, y compris en offrant dépistage et aide psychologique. Ils pourraient, par exemple, mettre en place des centres de traitement dirigés par des femmes dans les hôpitaux des capitales régionales anglophones Bamenda et Buea et dans d'autres grandes villes (Kumba, Limbe, Kumbo et Mamfe). Ces unités de lutte contre la violence basée sur le genre pourraient également servir d'hébergements temporaires pour les femmes et les filles ayant besoin d'un logement d'urgence.

Les bailleurs de fonds du Cameroun, avec le soutien du gouvernement, pourraient également contribuer à améliorer la collecte de données sur les cas de violence sexuelle afin de mieux comprendre l'ampleur du problème, de sensibiliser et de collecter des informations pour une procédure judiciaire, qui pourrait servir, le cas échéant, à déterminer les responsabilités et à favoriser la transparence. Ils pourraient, par exemple, soutenir plusieurs organisations non gouvernementales actives dans les deux régions, dont les experts en matière de violence basée sur le genre collectent déjà de telles données, mais rencontrent des difficultés d'accès.

A plus long terme, le gouvernement devrait renforcer les capacités du personnel médical pour qu'il puisse apporter aux survivantes de viol un traitement et une attention spécialisés avec des conseils en matière de traumatisme. Il devrait également faire plus d'efforts pour former l'armée et la police à leurs obligations en matière de droit humanitaire international et recruter davantage de femmes dans les forces de

sécurité. Enfin, il devrait redoubler d'efforts pour traduire en justice les auteurs de violences sexuelles.

Le gouvernement et les partenaires internationaux devraient par exemple financer des enquêtes sur le terrain et des formations sensibles au genre pour les conseillers juridiques, les procureurs et les juges. Compte tenu du nombre d'abus commis par les forces de sécurité nationales, le président devrait ordonner une enquête sur le viol collectif qui aurait eu lieu le 1er mars 2021 à Ebam (Sud-Ouest) du fait de l'ampleur de l'attaque, tout comme cela a été le cas après le massacre perpétré à Ngarbuh (Nord-Ouest) le 14 février 2020. Il devrait également veiller à ce que la police enquête sur les autres cas de violence généralisée afin de demander des comptes aux responsables. De leur côté, du fait de l'absence de mécanismes de maintien de l'ordre public dans leurs zones, les séparatistes devraient mettre en place un mécanisme de coordination pour exclure de leurs rangs les miliciens tenus pour responsables de violences et d'abus contre les femmes.

C. *Protéger l'espace démocratique pour les militants de la paix*

A mesure que les militantes font entendre leurs voix, elles subissent de plus en plus de pression de la part des représentants du gouvernement, des forces de sécurité et des séparatistes, notamment avec des discours hostiles, des arrestations et des menaces de violence. Pour s'attaquer au risque de préjudice, le gouvernement et les séparatistes devraient permettre aux militantes de faire campagne sans crainte de représailles pour une résolution pacifique du conflit.

Deuxièmement, malgré leur activisme à grande échelle, les groupes de la société civile dirigés par des femmes ont été largement exclus des réunions pertinentes pour discuter d'une résolution politique du conflit. Il faudrait davantage profiter de l'expertise et des réseaux des femmes dirigeantes et les intégrer aux efforts visant à réduire les souffrances causées par le conflit et à planifier le redressement à long terme.

Les bailleurs de fonds pourraient y contribuer en soutenant un éventail plus large d'organisations de la société civile dirigées par des femmes, en changeant de priorité pour passer des activistes urbains aux organisations rurales avec des dirigeantes qui sont des personnes influentes dans leurs villages, ainsi qu'aux associations travaillant sur la culture et le développement.¹⁴⁹ Un tel soutien pourrait aider les petites organisations locales de femmes à acquérir des compétences en matière de consolidation de la paix. Elles pourraient par exemple sensibiliser les gens à l'impact du conflit sur les femmes et utiliser une approche sensible au genre lorsqu'elles prennent des initiatives de médiation avec les miliciens. Une formation spécifique pourrait également les aider à rendre leurs organisations plus inclusives et à élaborer des campagnes de communication et de plaidoyer adaptées.

¹⁴⁹ Certains bailleurs de fonds accompagnent l'acquisition de compétences des femmes qui construisent la paix. Les missions canadienne, allemande, britannique, suisse et américaine au Cameroun ont parrainé des formations pour les femmes leaders, principalement des femmes des zones urbaines. Plusieurs femmes vivant dans des zones de conflit n'ont pas pu participer à ces sessions de formation, ni à la Convention des femmes camerounaises pour la paix de juillet 2021 à Yaoundé, car elles avaient perdu leur carte d'identité pendant le conflit. Entretiens de Crisis Group, diplomates et femmes leaders, Yaoundé, juillet 2021.

D. *Préparer la participation des femmes à un éventuel processus de paix*

Dans de précédentes publications, Crisis Group a plaidé en faveur de pourparlers entre le gouvernement, les séparatistes et les dirigeants anglophones afin d'obtenir un cessez-le-feu et de travailler à un compromis qui pourrait mettre fin au conflit.¹⁵⁰ La grande majorité des dirigeants anglophones de premier plan – en particulier ceux qui seraient en mesure d'imposer un cessez-le-feu et de persuader les insurgés d'adhérer à un éventuel accord de paix – sont des hommes, tout comme les membres du gouvernement qui pourraient plaider en faveur d'éventuelles négociations. Les préjugés culturels et les ambitions personnelles pourraient conduire les négociateurs des deux parties à reléguer la participation des femmes et les questions de genre à des discussions secondaires.

Pourtant, exclure les femmes du processus de paix serait à la fois inéquitable et peu judicieux. Comme nous l'avons déjà indiqué, certaines femmes anglophones sont activement impliquées dans le conflit. Les femmes âgées en particulier sont influentes dans les zones rurales, et leur adhésion est importante pour construire une paix durable. Les femmes, qu'elles soient des membres actifs de la communauté ou des militantes pour la paix, pourraient également s'avérer être des avocates influentes dans la perspective d'un éventuel règlement politique.

La polarisation politique compliquera inévitablement les choses si on arrive finalement à la table des négociations. Les organisations de femmes ont des points de vue très différents, et même les groupes qui se concentrent sur des questions de genre apparemment neutres sont susceptibles d'être divisés en fonction de leur appartenance politique. Il ne sera pas possible d'obtenir le soutien de tous les groupes de femmes à un règlement politique unique, mais des pourparlers inclusifs devraient prendre en compte et refléter les diverses affiliations et origines politiques de leurs dirigeantes. Les représentantes des organisations de femmes influentes, qu'elles fassent campagne pour la paix ou qu'elles plaident pour une structure étatique différente, devraient donc pouvoir participer aux discussions. Ces organisations pourraient ainsi veiller à ce que les femmes ayant une expertise sur des questions telles que la violence basée sur le genre puissent apporter leur contribution aux discussions plus techniques qui pourraient concourir à un éventuel accord.

Les protagonistes du conflit et les acteurs internationaux peuvent commencer à travailler dès maintenant pour s'assurer que les femmes soient en mesure d'apporter une contribution significative lorsque le moment des pourparlers sera venu. Certains bailleurs de fonds ont déjà pris des mesures dans la bonne direction. En 2020 et 2021, le Canada, le Royaume-Uni, la Suisse, l'Allemagne et les Etats-Unis ont fourni des programmes de formation pour les femmes dans le domaine de la consolidation de la paix, qui les préparent à jouer ce rôle. Dans le même ordre d'idées, un soutien accru des bailleurs de fonds à un plus large éventail d'organisations de la société civile dirigées par des femmes permettrait non seulement d'encourager leur travail actuel d'assistance et de plaidoyer, comme nous l'avons vu plus haut, mais aussi de mieux les positionner pour participer aux pourparlers de paix plus tard et partager une large gamme de perspectives féminines. Lorsque les discussions sur la structuration du processus de paix approcheront, les médiateurs devraient faire pression pour que

¹⁵⁰ Ibid.

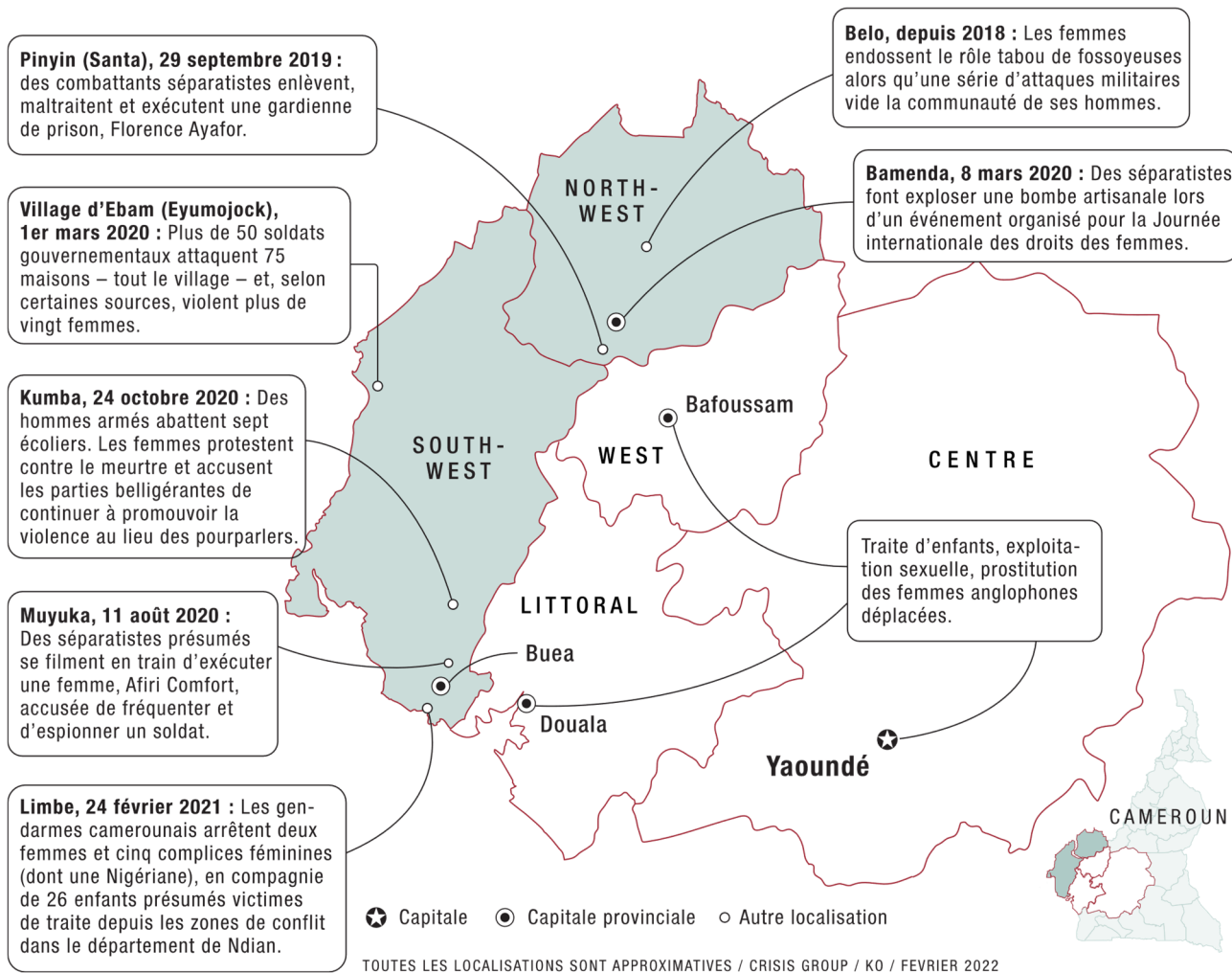
des quotas incluent des représentants des organisations de femmes, en s'appuyant sur le quota de genre existant au parlement camerounais, tout en faisant comprendre aux deux parties que les questions de genre devraient être intégrées dans tous les aspects du dialogue, qu'il s'agisse de garantir le respect d'un cessez-le-feu, d'évaluer les propositions de reconstruction ou de s'attaquer aux dilemmes de la justice.

VI. Conclusion

Le gouvernement camerounais et les opposants séparatistes anglophones ont négligé le rôle des femmes dans le conflit qui les occupe. Pourtant, les femmes se sont engagées dès le début dans des activités politiques, que ce soit par le biais de manifestations, de l'activisme communautaire, de la défense de la paix ou de la participation aux combats. En outre, le conflit a touché de manière disproportionnée les femmes et les filles, qui constituent la majorité des personnes déplacées. La violence basée sur le genre et l'exploitation sexuelle sont en hausse. Il est temps que les deux parties belligérantes élargissent leur champ d'action et atténuent les préjudices spécifiques qui touchent les femmes, dont beaucoup n'ont plus accès à l'éducation, ont perdu leurs moyens de subsistance ou ont subi des violences sexuelles. Même si les militantes pour la paix se sont affirmées après cinq ans de conflit, les groupes de femmes restent largement exclus du débat politique. Les discussions concernant un règlement politique à l'avenir devront inclure les groupes de femmes, et la préparation de leur participation devrait commencer dès maintenant, en tenant compte de leurs rôles à la fois d'acteurs de la société civile et de protagonistes du conflit.

Yaoundé/Nairobi/Bruxelles, 23 février 2022

Annexe A: Militantes, victimes, œuvrant pour la paix : les femmes dans le conflit anglophone au Cameroun



Annexe B : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 120 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays ou régions à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également *CrisisWatch*, un bulletin mensuel d'alerte précoce offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans plus de 80 situations de conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Frank Giustra, Président-directeur général du groupe Fiore et Fondateur de la fondation Radcliffe, ainsi que par Susana Malcorra, ancienne Ministre des affaires étrangères de l'Argentine et cheffe de cabinet du Secrétaire général des Nations Unies.

Le président-directeur général Rob Malley a quitté ses fonctions en janvier 2021, pour devenir le nouvel envoyé spécial des Etats-Unis pour l'Iran. Deux membres de longue date de l'organisation ont repris la direction par intérim pendant son remplacement. Richard Atwood, responsable de la politique générale, est nommé président par intérim, aux côtés de Comfort Ero, directrice du pro-gramme Afrique, nommée vice-présidente par intérim.

Le siège d'International Crisis Group est situé à Bruxelles et l'organisation a des bureaux dans sept autres villes : Bogota, Dakar, Kaboul, Nairobi, Londres, New York et Washington, DC. Elle est également présente dans les villes suivantes : Abuja, Addis-Abeba, Bahreïn, Bakou, Bangkok, Beyrouth, Caracas, Gaza, Djouba, Guatemala, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Kiev, Manille, Mexico, Moscou, Séoul, Tbilisi, Toronto, Tripoli, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations et de donateurs privés. Les idées, opinions et commentaires exprimés par Crisis Group sont propres à l'organisation et ne reflètent pas ceux de ses donateurs. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants: Affaires mondiales Canada, Agence française de développement, Agence autrichienne pour le développement, Agence Japonaise de Coopération Internationale, Banque Mondiale, Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume Uni, Département des Affaires étrangères d'Irlande, Département fédéral des Affaires étrangères de la Confédération suisse, Emirats arabes unis (Ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale et Académie diplomatique Anwar Gargash), Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afrique de l'Union européenne, Instrument contribuant à la stabilité et à la paix de l'Union européenne, Ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, Ministère danois des Affaires étrangères, Ministère des Affaires étrangères du Qatar, Ministère de la Défense nationale canadienne, Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, Ministère luxembourgeois des Affaires étrangères et européennes, Ministère néerlandais des Affaires étrangères, Ministère norvégien des Affaires étrangères, Ministère suédois des Affaires étrangères, le Ministère des Affaires étrangères de la Principauté du Liechtenstein, et le Programme des Nations Unies pour le développement.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations et organisations suivantes: Carnegie Corporation of New York, Ford Foundation, Global Challenges Foundation, Henry Luce Foundation, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, Open Society Foundations, Ploughshares Fund, Robert Bosch Stiftung, Rockefeller Brothers Fund, Stiftung Mercator, et Wellspring Philanthropic Fund.

Annexe C : Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2019

Rapports et Briefings Spéciaux

Council of Despair? The Fragmentation of UN Diplomacy, Briefing spécial N°1, 30 avril 2019.

Seven Opportunities for the UN in 2019-2020, Briefing spécial N°2, 12 septembre 2019.

Seven Priorities for the New EU High Representative, Briefing spécial N°3, 12 décembre 2019.

Covid-19 et conflits : sept tendances à surveiller, Briefing spécial N°4, 24 mars 2020 (aussi disponible en anglais et en espagnol).

A Course Correction for the Women, Peace and Security Agenda, Briefing spécial N°5, 9 décembre 2020.

Ten Challenges for the UN in 2021-2022, Briefing spécial N°6, 13 septembre 2021.

Afrique

A Tale of Two Councils: Strengthening AU-UN Cooperation, Rapport Afrique N°279, 25 juin 2019.

The Price of Peace: Securing UN Financing for AU Peace Operations, Rapport Afrique N°286, 31 janvier 2020.

Huit Priorités pour l'Union africaine, Briefing Afrique, N°151, 7 février 2020 (aussi disponible en anglais).

Nouveaux modes de financement de l'UE en faveur de la paix et de la sécurité africaines, Rapport Afrique N°297, 14 janvier 2021 (aussi disponible en anglais).

Huit priorités pour l'Union africaine en 2021, Briefing Afrique N°166, 3 février 2021 (aussi disponible en anglais).

Huit priorités pour l'Union africaine en 2022, Briefing Afrique N°177, 1er février 2022 (aussi disponible en anglais).

Afrique australe

Four Conflict Prevention Opportunities for South Africa's Foreign Policy, Briefing Afrique N°152, 27 mars 2020.

All That Glitters is Not Gold: Turmoil in Zimbabwe's Mining Sector, Rapport Afrique N°294, 24 November 2020.

How South Africa Can Nudge Zimbabwe toward Stability, Briefing Afrique N°164, 17 décembre 2020.

Stemming the Insurrection in Mozambique's Cabo Delgado, Africa Report N°303, 11 juin 2021 (aussi disponible en portugais).

Winning Peace in Mozambique's Embattled North, Briefing Afrique N°178, 10 février 2022.

Afrique centrale

Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers, Rapport Afrique N°272, 2 mai 2019 (aussi disponible en anglais).

Tchad : sortir de la confrontation à Miski, Rapport Afrique N°274, 17 mai 2019.

Dernier accord de paix en RCA : les conditions du succès, Rapport Afrique N°277, 18 juin 2019 (aussi disponible en anglais).

Burundi : à court d'options, Rapport Afrique N°278, 20 juin 2019 (aussi disponible en anglais).

A New Approach for the UN to Stabilise the DR Congo, Briefing Afrique N°148, 4 décembre 2019.

Eviter la reprise des violences communautaires à l'Est du Tchad, Rapport Afrique N°284, 30 décembre 2019 (aussi disponible en anglais).

Éviter les guerres par procuration dans l'est de la RDC et les Grands Lacs, Briefing Afrique N°150, 23 janvier 2020 (aussi disponible en anglais et portugais).

Premier pas vers la réforme au Burundi : mettre un terme au système de contributions forcées, Briefing Afrique N°153, 8 avril 2020 (aussi disponible en anglais).

Eviter le conflit dans le coeur minier de la RD Congo, Rapport Afrique N°290, 30 juin 2020 (aussi disponible en anglais).

RD Congo : en finir avec la violence cyclique en Ituri, Rapport Afrique N°292, 15 juillet 2020 (aussi disponible en anglais).

Apaiser les tensions ethno-politiques au Cameroun, en ligne et hors ligne, Rapport Afrique N°295, 3 décembre 2020.

Réduire les tensions électorales en République centrafricaine, Rapport Afrique, 10 décembre 2020.

Les défis de l'armée tchadienne, Rapport Afrique N°298, 22 janvier 2021 (seulement disponible en français).

Afrique de l'Ouest

Facing the Challenge of the Islamic State in West Africa Province, Rapport Afrique N°273, 16 mai 2019.

Returning from the Land of Jihad: The Fate of Women Associated with Boko Haram, Rapport Afrique N°275, 21 mai 2019.

Parler aux jihadistes au centre du Mali : le dialogue est-il possible ?, Rapport Afrique N°276, 28 mai 2019 (aussi disponible en anglais).

L'Afrique de l'Ouest face au risque de contagion jihadiste, Briefing Afrique N°149, 20 décembre 2019 (aussi disponible en anglais)

- Garder le trafic sous contrôle dans le Nord du Niger*, Rapport Afrique N°285, 6 janvier 2020 (aussi disponible en anglais).
- Burkina Faso : sortir de la spirale des violences* Rapport Afrique N°287, 24 février 2020 (aussi disponible en anglais).
- Le Sahel central, théâtre des nouvelles guerres climatiques ?* Briefing Afrique N°154, 24 avril 2020 (aussi disponible en anglais).
- Violence in Nigeria's North West: Rolling Back the Mayhem*, Rapport Afrique N°288, 18 mai 2020.
- Court-circuiter l'Etat islamique dans la région de Tillabéri au Niger*, Rapport Afrique N°289, 3 juin 2020 (aussi disponible en anglais).
- What Role for the Multinational Joint Task Force in Fighting Boko Haram?*, Rapport Afrique N°291, 7 juillet 2020.
- Côte d'Ivoire : reporter pour dialoguer*, Briefing Afrique N°161, 29 septembre 2020 (aussi disponible en anglais).
- Enrayer la communautarisation de la violence au centre du Mali*, Rapport Afrique N°293, 9 novembre 2020 (aussi disponible en anglais).
- Réordonner les stratégies de stabilisation du Sahel*, Rapport Afrique N°299, 1 février 2021 (aussi disponible en anglais).
- An Exit from Boko Haram? Assessing Nigeria's Operation Safe Corridor*, Briefing Afrique N°170, 19 mars 2021.
- Sud-ouest du Niger : prévenir un nouveau front insurrectionnel*, Rapport Afrique N°301, 29 avril 2021 (aussi disponible en anglais).
- Ending Nigeria's Herder-Farmer Crisis: The Livestock Reform Plan*, Africa Report N°302, 4 May 2021.
- Niger : éviter l'aggravation des violences contre les civils à Tillabéri*, Briefing Afrique N°172, 28 mai 2021 (aussi disponible en anglais).
- Transition au Mali : préserver l'aspiration au changement*, Rapport Afrique N°304, 21 septembre 2021.
- Mali: Enabling Dialogue with the Jihadist Coalition JNIM*, Rapport Afrique N°306, 10 décembre 2021 (also available in French).
- Corne de l'Afrique**
- Improving Prospects for a Peaceful Transition in Sudan*, Briefing Afrique N°143, 14 janvier 2019.
- Managing Ethiopia's Unsettled Transition*, Rapport Afrique N°269, 21 février 2019.
- Salvaging South Sudan's Fragile Peace Deal*, Rapport Afrique N°270, 13 mars 2019.
- Bridging the Gap in the Nile Waters Dispute*, Rapport Afrique N°271, 20 mars 2019.
- Averting Violence in Zanzibar's Knife-edge Election*, Briefing Afrique N°144, 11 juin 2019.
- Women and Al-Shabaab's Insurgency*, Briefing Afrique N°145, 27 juin 2019.
- Time for Ethiopia to Bargain with Sidama over Statehood*, Briefing Afrique N°146, 4 juillet 2019.
- Somalia-Somaliland: The Perils of Delaying New Talks*, Rapport Afrique N°280, 12 juillet 2019.
- Safeguarding Sudan's Revolution*, Rapport Afrique N°281, 21 octobre 2019.
- Déjà Vu: Preventing Another Collapse in South Sudan*, Briefing Afrique N°147, 4 novembre 2019.
- Reprendre en main la ruée vers l'or au Sahel central*, Rapport Afrique N°282, 13 novembre 2019 (aussi disponible en anglais).
- Keeping Ethiopia's Transition on the Rails*, Rapport Afrique N°283, 16 décembre 2019.
- COVID-19 in Somalia: A Public Health Emergency in an Electoral Minefield*, Briefing Afrique N°155, 8 mai 2020.
- Bridging the Divide in Ethiopia's North*, Briefing Afrique N°156, 12 juin 2020.
- Financing the Revival of Sudan's Troubled Transition*, Briefing Afrique N°157, 23 juin 2020.
- Ending the Dangerous Standoff in Southern Somalia*, Briefing Afrique N°158, 14 juillet 2020.
- How to Shield Education from Al-Shabaab in Kenya's North East*, Briefing Afrique N°159, 22 juillet 2020.
- Toward an End to Ethiopia's Federal-Tigray Feud*, Briefing Afrique N°160, 14 août 2020.
- Steering Ethiopia's Tigray Crisis Away from Conflict*, Briefing Afrique N°162, 30 octobre 2020.
- Staving off Violence around Somalia's Elections*, Briefing Afrique N°163, 10 novembre 2020.
- Blunting Al-Shabaab's Impact on Somalia's Elections*, Briefing Afrique N°165, 31 décembre 2020.
- Toward a Viable Future for South Sudan*, Rapport Afrique N°300, 5 février 2021.
- Finding a Path to Peace in Ethiopia's Tigray Region*, Briefing Afrique N°167, 11 février 2021.
- The Rebels Come to Khartoum: How to Implement Sudan's New Peace Agreement*, Briefing Afrique N°168, 23 février 2021.
- South Sudan's Other War: Resolving the Insurgency in Equatoria*, Briefing Afrique N°169, 25 février 2021.
- Ethiopia's Tigray War: A Deadly, Dangerous Stalemate*, Briefing Afrique N°171, 2 avril 2021.
- Containing the Volatile Sudan-Ethiopia Border Dispute*, Briefing Afrique N°173, 24 juin 2021.
- Building on Somaliland's Successful Elections*, Briefing Afrique N°174, 12 août 2021.

Oil or Nothing: Dealing with South Sudan's Bleeding Finances, Rapport Afrique N°305, 6 octobre 2021.

Ethiopia's Civil War: Cutting a Deal to Stop the Bloodshed, Briefing Afrique N°175, 26 octobre 2021.

Annexe D : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Comfort Ero

Ancienne vice-présidente par intérim et directrice du Programme Afrique

COPRÉSIDENTS

Frank Giustra

Président-directeur général, Fiore Group

Susana Malcorra

Ancienne ministre des Affaires étrangères d'Argentine

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

Fola Adeola

Fondateur et président, FATE Foundation

Hushang Ansary

Président, Parman Capital Group LLC ; ancien ambassadeur d'Iran aux Etats-Unis et ministre des Finances et des Affaires économiques

Gérard Araud

Ancien ambassadeur de France aux États-Unis

Carl Bildt

Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

Sandra Breka

Directrice générale de Robert Bosch Stiftung

Maria Livanos Cattai

Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

Ahmed Charai

Président-directeur général de Global Media Holding et éditeur de l'hebdomadaire marocain L'Observateur

Nathalie Delapalme

Directrice exécutive et membre du conseil de la fondation Mo Ibrahim

Alexander Downer

Ancien ministre des Affaires étrangères d'Australie et haut-commissaire du Royaume-Uni

Sigmar Gabriel

Ancien ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier allemand

Hu Shuli

Rédactrice en chef de Caixin Media ; professeure à l'université Sun Yat-sen

Mo Ibrahim

Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Celtel International

Wadah Khanfar

Cofondateur, forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

Nasser al-Kidwa

Président de la fondation Yasser Arafat ; ancien médiateur adjoint de l'ONU sur la Syrie

Bert Koenders

Ancien ministre néerlandais des Affaires étrangères et sous-secrétaire général des Nations Unies

Andrey Kortunov

Directeur général du Conseil russe pour les affaires internationales

Ivan Krastev

Président du Centre pour les stratégies libérales (Sofia) ; membre fondateur du conseil d'administration du Conseil européen des relations internationales

Tzipi Livni

Ancienne ministre des Affaires étrangères et vice-Premier ministre d'Israël

Helge Lund

Ancien président-directeur général de BG Group Limited et Statoil ASA

Lord (Mark) Malloch-Brown

Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement

William H. McRaven

Amiral retraité de la marine américaine ayant servi comme 9ème commandant du commandement des opérations spéciales américaines

Shivshankar Menon

Ancien ministre indien des Affaires étrangères et conseiller à la sécurité nationale

Naz Modirzadeh

Directeur du programme sur le droit international et les conflits armés de la faculté de droit de Harvard

Federica Mogherini

Ancienne Vice-présidente de la Commission européenne et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

Saad Mohseni

Président et directeur général de MOBY Group

Ayo Obe

Présidente du conseil, Gorée Institute (Sénégal) ; avocate (Nigéria)

Lubna Olayan

Présidente du Comité exécutif et présidente adjointe de Olayan Financing Company (OFC)

Meghan O'Sullivan

Ancienne conseillère U.S. adjointe pour la sécurité nationale en Iraq et en Afghanistan

Kerry Propper

Associé directeur d'ATW Partners ; Fondateur et président de Chardan Capital

Ahmed Rashid

Auteur et journaliste spécialiste de la politique extérieure, Pakistan

Ghassan Salamé

Ancien envoyé spécial des Nations unies en Libye et chef de Mission d'appui des Nations Unies en Libye ; Ancien ministre de la culture du Liban ; Doyen fondateur de l'École des affaires internationales de Paris, Université de Sciences Po

Juan Manuel Santos Calderón

Ancien président de la Colombie ; Lauréat du Prix Nobel de la paix 2016

Ellen Johnson Sirleaf

Ancienne présidente du Libéria

Alexander Soros

Membre, Open Society Foundations

George Soros

Président, Open Society Institute ; président du Soros Fund Management

Darian Swig

Fondatrice et présidente, Article 3 Advisors ; Co-fondatrice et présidente du conseil d'administration, Article3.org

Helle Thorning-Schmidt

Directrice générale de Save the Children International ; ancienne Première ministre du Danemark

Wang Jisi

Membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien directeur, Ecole des affaires internationales, Université de Pékin

CONSEILS D'ENTREPRISES

Un groupe de sociétés éminentes partageant une vision et des valeurs similaires à Crisis Group, qui offrent un soutien et font part de leur expertise afin de renforcer notre travail de prévention de conflits armés.

Conseil Présidentiel**ENTREPRISES**

BP
Shearman & Sterling LLP
White & Case LLP

DONATEURS PRIVÉS

(2) Anonymous
David Brown & Erika Franke
The Edelman Family Foundation

Stephen Robert
Alexander Soros
Ian R. Taylor

Conseil Consultatif International**ENTREPRISES**

(1) Anonymous
APCO Worldwide Inc.
Chevron
Edelman UK & Ireland
Eni
Equinor
Ninety One
Tullow Oil plc
Warburg Pincus

DONATEURS PRIVÉS

(3) Anonymous
Mark Bergman
Stanley Bergman & Edward Bergman
Peder Bratt
Lara Dauphinee
Herman De Bode
Ryan Dunfield
Tanaz Eshaghian
Seth & Jane Ginns
Ronald Glickman
Geoffrey R. Hoguet & Ana Luisa Ponti
Geoffrey Hsu

David Jannetti
Faisal Khan
Cleopatra Kitti
Samantha Lasry
Jean Manas & Rebecca Haile
Dror Moreh
Lise Strickler & Mark Gallogly
Charitable Fund
The Nommontu Foundation
Brian Paes-Braga
Kerry Propper
Duco Sickinghe
Nina K. Solarz
Raffi Vartanian

CONSEIL DES AMBASSADEURS

Les dirigeants de divers horizons qui, avec leur talent et leur expertise, soutiennent la mission de Crisis Group.

Christina Bache
Alieu Bah
Amy Benziger
James Blake
Thomas Cunningham
Matthew Devlin
Sabrina Edelman
Sabina Frizell
Sarah Covill
Lynda Hammes
Joe Hill
Lauren Hurst

Reid Jacoby
Tina Kaiser
Jennifer Kanyamibwa
Gillian Lawie
David Litwak
Madison Malloch-Brown
Megan McGill
Hamesh Mehta
Clara Morain Nabity
Gillian Morris
Duncan Pickard
Lorenzo Piras

Betsy (Colleen) Popken
Sofie Roehrig
Perfecto Sanchez
Rahul Sen Sharma
Chloe Squires
Leeanne Su
AJ Twombly
Theodore Waddelow
Zachary Watling
Grant Webster
Sherman Williams
Yasin Yaqubie

CONSEILLERS

Anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et apportent leurs conseils et soutien (en accord avec toute autre fonction qu'ils peuvent exercer parallèlement).

Martti Ahtisaari
Président émérite

George Mitchell
Président émérite

Thomas R. Pickering
Président émérite

Gareth Evans
Président émérite

Kenneth Adelman
Adnan Abu-Odeh
HRH Prince Turki al-Faisal
Celso Amorim
Óscar Arias
Richard Armitage
Diego Arria
Zainab Bangura
Nahum Barnea
Kim Beazley

Shlomo Ben-Ami
Christoph Bertram
Lakhdar Brahimi
Kim Campbell
Jorge Castañeda
Joaquim Alberto Chissano
Victor Chu
Mong Joon Chung
Sheila Coronel
Pat Cox
Gianfranco Dell'Alba
Jacques Delors
Alain Destexhe
Mou-Shih Ding
Uffe Ellemann-Jensen
Stanley Fischer
Carla Hills
Swanee Hunt
Wolfgang Ischinger

Aleksander Kwasniewski
Ricardo Lagos
Joanne Leedom-Ackerman
Todung Mulya Lubis
Graça Machel
Jessica T. Mathews
Miklós Németh
Christine Ockrent
Timothy Ong
Roza Otunbayeva
Olara Otunnu
Lord (Christopher) Patten
Surin Pitsuwan
Fidel V. Ramos
Olympia Snowe
Javier Solana
Pär Stenbäck